

NOTE D'ORIENTATION SUR L'AFGHANISTAN - MISE À JOUR II

Septembre 2025

Introduction	2
Situation en matière de droits humains.....	2
Situation humanitaire	4
Besoins de protection internationale.....	5
<i>Contraintes liées à l'évaluation des besoins de protection internationale</i>	6
<i>Profils à risque</i>	8
Femmes et jeunes filles.....	8
Afghans associés à l'ancien gouvernement, aux forces de sécurité ou aux alliés.....	12
Journalistes et autres professionnels des médias	13
Personnes (perçues comme) s'opposant ou critiquant les autorités de facto.....	15
Membres de groupes religieux minoritaires et membres de groupes ethniques minoritaires	17
Afghans et Afghanes (perçus comme) ayant une orientation sexuelle, une identité de genre et/ou une expression de genre diverse (OSIEG).....	19
Survivants de la traite d'êtres humains et personnes risquant d'en faire l'objet	19
<i>Disponibilité de la protection</i>	20
<i>Possibilités de déplacement interne ou de réinstallation</i>	20
<i>Considérations relatives à l'exclusion</i>	21
L'évolution des circonstances comme motif de nouvelle demande ou de demande ultérieure	21
Protection temporaire.....	21
Regroupement familial	22
Retour en Afghanistan	22

Introduction

1. Cette mise à jour remplace la *Note d'orientation du HCR sur les besoins de protection internationale des personnes fuyant l'Afghanistan (Mise à jour I)* de février 2023.¹
2. En Afghanistan, les civils continuent d'être gravement affectés par la détérioration des droits humains et de la situation humanitaire dans le pays.² En outre, la situation en matière de sécurité reste volatile ; les autorités talibanes de facto sont confrontées à la résistance armée de l'État islamique au Khorasan (EI-K) ainsi que de plusieurs groupes armés à travers le pays.³ Entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 août 2025, l'ONG Armed Conflict Location & Event Data (ACLED) a recensé 1 535 incidents de combats, d'explosions/violences à distance et de violences contre les civils, ayant entraîné la mort d'environ 1 827 personnes civiles et non civiles, la plupart des incidents s'étant produits dans les provinces de Kaboul (347), Takhar (125) et Herat (119).⁴ Les pertes civiles sont principalement dues à l'utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI) et à des attentats suicides, lesquels sont pour la plupart perpétrés par l'EI-K et visent soit les autorités de facto, soit la minorité chiite d'Afghanistan.⁵

Situation en matière de droits humains

3. D'après les informations recueillies, les autorités de facto auraient commis de graves violations des droits humains, notamment des exécutions extrajudiciaires, des arrestations et des détentions arbitraires, des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements, perpétrés dans le cadre de châtiments publics,⁶ ciblant des personnes associées à l'ancien gouvernement et en appliquant des lois et décrets sévères sur la moralité publique.⁷ Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), « La situation des droits humains en Afghanistan demeure très grave, étant donné que de lourdes sanctions économiques et des besoins humanitaires aigus ont aggravé la situation de pauvreté et de précarité dans laquelle se trouve la population, que les femmes et les filles sont soumises à des restrictions de plus en plus sévères, que l'espace civique et la liberté des médias ont été fortement réduits et que l'état de droit et la protection institutionnelle des droits de l'homme demeurent bien en deçà des normes internationales. »⁸

¹ HCR, *Guidance Note on the International Protection Needs of People Fleeing Afghanistan (Update I)*, février 2023, www.refworld.org/policy/countrypos/unhcr/2023/en/124216.

² Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphes 1, 97.

³ Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 21 février 2025, S/2025/109, <https://docs.un.org/fr/A/79/797>, paragraphes 18-21 ; Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 6 décembre 2024, S/2024/876, <https://docs.un.org/fr/A/79/675>, paragraphes 13-18. En outre, en mars 2025, les affrontements entre les forces pakistanaises et afghanes se sont intensifiés le long de la frontière contestée entre la province pakistanaise de Khyber et la province afghane de Nangarhar. Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 11 juin 2025, S/2025/372, <https://docs.un.org/fr/A/79/947> ; International Crisis Group (ICG), *On Our Radar : Pakistan-Afghanistan*, 7 mars 2025, www.crisisgroup.org/global/our-radar.

⁴ ACLED, *Data Export Tool*, consulté le 15 septembre 2025, <https://acleddata.com/data-export-tool/>. « Entre le 1^{er} février et le 30 avril 2025, l'ONU a dénombré 2 299 atteintes à la sûreté et à la sécurité, soit une augmentation de 3 % par rapport à la même période en 2024. [...] les activités de l'opposition armée n'ont pas menacé de manière sérieuse le contrôle du territoire national par les Talibans. » Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 11 juin 2025, S/2025/372, <https://docs.un.org/fr/A/79/947>, paragraphes 19-20. Voir aussi, MANUA, *Update on the Human Rights Situation in Afghanistan: January - March 2025*, 1^{er} mai 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2127630/unama_update_on_human_rights_in_afghanistan_january-march_2025.pdf, p. 4-5.

⁵ Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 6 décembre 2024, S/2024/876, <https://docs.un.org/fr/A/79/675>, paragraphes 25-27. L'EI-K continue de cibler et d'attaquer les chiites, qui sont majoritairement des Hazaras, et des Soufis. Voir également Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 49.

⁶ « Au second semestre de 2024, les Talibans ont continué de recourir de plus en plus à des châtiments corporels constitutifs de torture et d'autres mauvais traitements. Entre juillet et décembre 2024, au moins 311 personnes (264 hommes et 47 femmes) ont été victimes de châtiments corporels [...]. La grande majorité de ces personnes ont reçu plus de 30 coups de fouet en plus de peines de prison. [...] Le 13 novembre [2024], les autorités de facto ont procédé à leur sixième exécution publique, dans un stade de Gardez, dans la province de Paktiya ». Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphes 82-83.

⁷ Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 11 juin 2025, S/2025/372, <https://docs.un.org/fr/A/79/947>, paragraphe 74 ; Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 12 mars 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74> ; Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 6 décembre 2024, S/2024/876, <https://docs.un.org/fr/A/79/675>, paragraphes 29-37 ; MANUA, *De Facto Authorities' Moral Oversight in Afghanistan: Impacts on Human Rights*, juillet 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2112252/moral_oversight_report_english_final.pdf, p. 16-18. « Entre le 1^{er} janvier et le 31 mars, le service des droits humains de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a dénombré au moins 23 cas d'arrestation et de détention arbitraires et au moins cinq cas de torture et de mauvais traitements commis sur d'anciens fonctionnaires et anciens membres des Forces nationales afghanes de défense et de sécurité (FNADS), en plus d'au moins six meurtres d'anciens membres des FNADS. » MANUA, *Update on the Human Rights Situation in Afghanistan: January - March 2025*, 1^{er} mai 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2127630/unama_update_on_human_rights_in_afghanistan_january-march_2025.pdf, p. 6.

⁸ Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 4 février 2025, A/HRC/57/22, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/57/22>, paragraphe 5. « La situation des droits de l'homme en Afghanistan n'a cessé de s'aggraver depuis août 2021, date à laquelle les Talibans ont pris le pouvoir. » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 1.

4. Depuis 2021, les autorités de facto ont promulgué une série d'édits et de décrets qui restreignent considérablement les droits des femmes, notamment leur accès à l'emploi et à l'éducation, ainsi que leur liberté d'expression, liberté de réunion et liberté de mouvement.⁹ La plupart de ces restrictions ont été codifiées par la loi sur la Promotion de la vertu et la Prévention du vice (« PVPV ») publiée par les autorités de facto le 21 août 2024.¹⁰ En outre, les autorités de facto ont pris pour cible des personnes perçues comme des opposants à leur régime ou le critiquant, notamment des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des militants de la société civile, des universitaires, des écrivains et des artistes, d'anciens fonctionnaires et leurs familles.¹¹ Les minorités ethniques et religieuses ne sont pas représentées parmi les autorités de facto et sont victimes de violence, de discrimination, de harcèlement, d'arrestation et d'exclusion.¹² Des personnes ayant une orientation sexuelle, une identité de genre, une expression de genre et/ou des caractéristiques sexuelles différentes (OSIEGCS) ont été arrêtées et détenues arbitrairement, torturées et soumises à des châtiments corporels par les autorités de facto.¹³ Les enfants sont gravement menacés par des violations des droits humains, à cause notamment du recours aux châtiments corporels, du mariage des enfants, qui serait en augmentation, la vente d'enfants comme stratégie d'adaptation,¹⁴ le travail des enfants et les dommages causés par les restes explosifs de guerre.¹⁵
5. Les autorités de facto ont imposé de sévères restrictions aux médias, notamment en arrêtant des journalistes et en censurant les émissions d'information, ce qui a créé un environnement dans lequel les personnes vivant en Afghanistan ou à l'étranger ne disposent pas d'informations suffisantes sur les événements qui se déroulent dans le pays.¹⁶ Tous ce qui est produit et diffusé par les médias en Afghanistan doit être conforme à la charia, et les enquêteurs du ministère de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice sont habilités à contrôler la conduite des journalistes et des professionnels

⁹ ONU-Femmes, *Afghanistan: Ten Facts about the World's Most Severe Women's Rights Crisis*, 14 août 2025, www.unwomen.org/en/news-stories/press-release/2025/08/afghanistan-ten-facts-about-the-worlds-most-severe-womens-rights-crisis ; Assemblée générale des Nations Unies, *Accès à la justice et protection des femmes et des filles et incidences des formes multiples et croisées de discrimination*, 16 juin 2025, A/HRC/59/25, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/59/25> ; United States Institute of Peace (USIP), *Tracking the Taliban's (Mis)Treatment of Women*, consulté le 15 septembre 2025, www.usip.org/tracking-talibans-mistreatment-women.

¹⁰ « La loi sur la PVPV codifie de nombreuses directives et restrictions ayant été mises en place par les autorités de facto, et publiées sous forme de décrets, d'édits et d'instructions, en élargissant la portée de certaines et en ajoutant de nouvelles. » MANUA, *Report on the Implementation, Enforcement and Impact of the Law on the Propagation of Virtue and Prevention of Vice in Afghanistan*, 10 avril 2025, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/pvpv_report_final_10_aprill_2025.pdf, p. 2. Voir également, Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 12 mars 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>.

¹¹ « [L]es journalistes, les militants, les universitaires, les écrivains et les artistes courent un risque grave d'être victimes de détention arbitraire et de mauvais traitements. [...] La répression coordonnée des voix dissidentes s'étend à tous les domaines du discours public et touche les journalistes, les professionnels des médias, les défenseurs des droits de l'homme, les membres de la société civile, les manifestants, les universitaires, les écrivains, les artistes, les libraires et les enseignants, ainsi que les membres de leur famille. » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphes 1, 24.

¹² Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphes 44-46. Voir également, US Commission on International Religious Freedom (USCIRF), *Afghanistan*, mars 2025, [www.ecoi.net/en/file/local/2123503/Afghanistan 2025 USCIRF Annual Report.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2123503/Afghanistan%20USCIRF%20Annual%20Report.pdf), p. 12-13 ; Département d'État des États-Unis, *2023 Report on International Religious Freedom: Afghanistan*, 26 juin 2024, www.ecoi.net/en/document/2111571.html.

¹³ Les membres de leur famille ont également été pris pour cible. Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphes 67-68.

¹⁴ « D'autres stratégies d'adaptation extrêmes comprennent le mariage précoce et forcé des filles, la mendicité, la vente d'organes ou d'enfants, et même les idées suicidaires et le suicide. » Groupe mondial de la protection, *Afghanistan : Protection Analysis Update: Update on Protracted Crisis and Climate-Related Protection Risks Trends, January-December 2024*, janvier 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2121426/afghanistan_pau_dec_2024_final_0.pdf, p. 8. Voir également, RFE/RL, *Taliban's Ban on Organ Transplants Deprives Afghans of Lifesaving Treatment*, 20 décembre 2024, www.ecoi.net/en/document/2120479.html ; BBC, *Afghanistan: 'I Drug my Hungry Children to Help Them Sleep'*, 24 novembre 2022, www.bbc.com/news/world-asia-63733683.

¹⁵ « Le Rapporteur spécial se déclare alarmé par l'aggravation des préjudices causés aux enfants afghans. La nouvelle définition d'un enfant par les Taliban, selon laquelle l'enfance prend fin à l'apparition des signes de la puberté et non à l'âge de 18 ans, est contraire aux obligations internationales et prive les enfants de leurs droits à une protection, à un appui et à des soins appropriés. La situation est aggravée par la poursuite de l'interdiction de l'accès à l'éducation, l'intensification de la crise humanitaire, l'augmentation du nombre de mariages d'enfants, la persistance de la maltraitance, notamment de la pratique du *bacha bazi*, et le travail dangereux des enfants. » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 54, voir aussi les paragraphes 55-58. Voir également, Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 21 février 2025, S/2025/109, <https://docs.un.org/fr/A/79/797>, paragraphe 33 ; MANUA, *Update on the Human Rights Situation in Afghanistan: January - March 2025*, 1^{er} mai 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2127630/unama_update_on_human_rights_in_afghanistan_january-march_2025.pdf, p. 4-5.

¹⁶ MANUA, *Media Freedom in Afghanistan*, novembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118212/unama_report_on_media_freedom_in_afghanistan.pdf, p. 3, voir également p. 4-5. Voir également ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, p. 9-11 ; Reporters sans frontières (RSF), *Afghanistan : La liberté de la presse exsangue en Afghanistan : 12 médias fermés par les talibans en moins d'un an*, 20 décembre 2024, <https://rsf.org/fr/la-libert%C3%A9-de-la-presse-exsangue-en-afghanistan-12-m%C3%A9dias-ferm%C3%A9s-par-les-talibans-en-moins-d-un-an>. « L'érosion de la liberté de la presse a restreint de façon importante l'accès du public à des informations fiables, de nombreuses personnes s'appuyant sur des sources d'information de plus en plus censurées et contrôlées. » Journalists for Human Rights (JHR), *Freedom of Afghan Media*, août 2024, <https://jhr.ca/wp-content/uploads/2024/08/REPORT-Media-Freedom-in-Afghanistan-Under-the-Taliban-Control-Final.pdf>, p. 20.

des médias mais aussi le contenu produit.¹⁷ La répression de l'espace civique par les autorités de facto et le contrôle strict de l'espace médiatique rendent difficile la documentation, la vérification ou le signalement des violations des droits humains.¹⁸ Les sources d'information, notamment les personnes interrogées par des groupes liés à des organisations humanitaires ou de défense des droits humains, des journalistes et des professionnels des médias, s'autocensurent par crainte des autorités de facto.¹⁹

6. En février 2025, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan, a déclaré qu'il « est très probable que la situation se détériore encore à l'avenir. Si rien n'est fait, les Taliban intensifieront, étendront et enracineront davantage les restrictions qu'ils imposent à la population afghane, en particulier aux femmes et aux filles, et probablement aux membres des minorités religieuses et ethniques, les soumettant à des pratiques de plus en plus généralisées de discrimination, de ségrégation et d'oppression. »²⁰

Situation humanitaire

7. Du fait de l'augmentation de l'insécurité alimentaire et de l'aggravation de la pauvreté, près de la moitié de la population a besoin d'aide humanitaire.²¹ Certes, la situation économique générale s'est quelque peu améliorée après le ralentissement économique initial qui a suivi la prise de pouvoir par les autorités de facto, mais cela n'a eu que peu d'effet sur la vie des Afghans ordinaires, beaucoup ayant encore du mal à accéder aux services de base ou à se les offrir.²² La pauvreté reste très répandue : on estime que 85 % de la population survit avec moins de 1 \$ par jour.²³ Les autorités de facto interfèrent avec les opérations humanitaires et restreignent l'accès des travailleurs humanitaires, notamment en empêchant

¹⁷ MANUA, *Update on the Human Rights Situation in Afghanistan: January – March 2025*, 1er mai 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2127630/unama_update_on_human_rights_in_afghanistan_january-march_2025.pdf, p. 6 ; MANUA, *Media Freedom in Afghanistan*, novembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118212/unama_report_on_media_freedom_in_afghanistan.pdf, p. 3-5, 9. « Les autorités de facto interdisent de manière générale toute publication qu'elles jugent contraire à l'islam ou à la charia, qui selon elles tourne en dérision ou humilie les musulmans ou qui a un « effet néfaste » sur l'opinion publique. La formulation trop générale et trop vague des directives et leur application draconienne obligent les Afghans à pratiquer l'autocensure. » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 32.

¹⁸ « L'effondrement de l'espace civique entrave et complique également considérablement la collecte d'informations relatives aux violations des droits de l'homme et aux atteintes à ces droits en raison de la censure pratiquée dans le pays, de l'autocensure et des représailles qui visent les Afghans et la famille des Afghans qui coopèrent avec l'Organisation des Nations Unies (ONU), y compris dans le cadre du mandat du Rapporteur spécial. » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 27. L'organisation de défense des droits humains Rawadari a noté que la baisse du nombre de cas de violations du droit à la vie pourrait « être en partie due aux restrictions sévères en matière d'accès à l'information, en particulier aux restrictions de l'accès à l'information sur les assassinats ciblés, suspects et extrajudiciaires perpétrés par les talibans. Les talibans empêchent la diffusion d'informations relatives aux meurtres ciblés, mystérieux et extrajudiciaires en recourant à l'intimidation et aux menaces ». Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 9. Voir également ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, pp. 9-11.

¹⁹ Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 12 mars 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphes 92-94 ; ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, p. 12-14 ; MANUA, *Media Freedom in Afghanistan*, novembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118212/unama_report_on_media_freedom_in_afghanistan.pdf, p. 12-13. « Même les Afghans à l'étranger pratiquent l'autocensure pour des raisons de sécurité pour les membres de leur famille restés en Afghanistan. » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 26.

²⁰ Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 88. « La gouvernance et les lois et politiques discriminatoires des autorités de facto ont aggravé la situation humanitaire. Les femmes, les filles, les garçons, les personnes handicapées, les minorités, les personnes âgées, les jeunes, les personnes déplacées, les rapatriés et les autres groupes à risque sont confrontés à de graves restrictions de leurs droits, de leur liberté de mouvement et de leur accès à la vie publique. » Groupe sectoriel de la protection, *Afghanistan : Protection Analysis Update*, janvier 2025, https://globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2025-02/afghanistan_pau_dec_2024_final_0.pdf, p. 2.

²¹ « En 2025, près de la moitié de la population, soit environ 22,9 millions de personnes, aura besoin d'une aide humanitaire pour survivre en raison de capacités limitées pour répondre à leurs besoins chroniques et aigus. En outre, l'imposition continue de restrictions sur les droits par les autorités talibanes de facto a accru les risques en matière de protection des femmes, des filles et des garçons, des jeunes et d'autres groupes à risque, limitant leur accès aux services essentiels à la survie et aux moyens de subsistance, aggravant les disparités et augmentant leurs besoins humanitaires année après année. » Bureau des Nations Unies de coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Afghanistan: Humanitarian Needs and Response Plan*, décembre 2024, www.unocha.org/attachments/f27aee21-5770-46a5-9706-fa3a0f92f945/Afghanistan-Humanitarian-Needs-and-Response-Plan-2025.pdf, p. 3.

²² « Après deux années de déclin économique important, le produit intérieur brut (PIB) du pays a augmenté de 2,7 % au cours de l'exercice 2023, récupérant à peine 10 % du PIB perdu au cours des deux années précédentes. [...] les Afghans continuent d'être aux prises avec la pauvreté, le chômage, l'insécurité alimentaire et un accès insuffisant à la santé et à l'éducation. » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 93. Voir également, Banque mondiale, *La Banque mondiale en Afghanistan*, consulté le 15 septembre 2025, www.worldbank.org/en/country/afghanistan/overview.

²³ PNUD, « *Approximately 85 Percent of Afghans Live on less than One Dollar a Day* », 10 janvier 2024, www.undp.org/stories/approximately-85-percent-afghans-live-less-one-dollar-day.

les programmes de fonctionner et en exigeant l'accès à des données sensibles.²⁴ Le 24 décembre 2022, les autorités de facto ont interdit aux femmes de travailler pour des ONG nationales et internationales en Afghanistan, ce qui a eu un impact supplémentaire sur la fourniture de l'aide et du soutien humanitaires et a réduit l'accès des femmes à cette aide.²⁵

8. Entre le 10 janvier 2024 et le 18 août 2025, les inondations ont touché environ 195 696 personnes dans toutes les provinces d'Afghanistan.²⁶ D'autres catastrophes naturelles, comme des sécheresses, des tremblements de terre et des glissements de terrain, ont également provoqué des déplacements de population en Afghanistan.²⁷ Le 31 août 2025, un séisme d'une magnitude de 6,0 a frappé l'Est de l'Afghanistan, faisant au moins 2 164 morts et 3 428 blessés. Les destructions causées par le tremblement de terre et plusieurs répliques importantes ont laissé environ un demi-million de personnes dans le besoin.²⁸

Besoins de protection internationale

9. Le HCR continue d'appeler tous les pays à permettre aux civils fuyant l'Afghanistan d'accéder à leur territoire, à garantir le droit de demander l'asile, et à assurer le respect du principe de non-refoulement à tout moment. Le HCR appelle les États à enregistrer tous les arrivants qui demandent une protection internationale et à délivrer un document justificatif de l'enregistrement à toutes les personnes concernées. Toutes les demandes de ressortissants et d'anciens résidents habituels de l'Afghanistan sollicitant une protection internationale doivent être traitées en suivant des procédures équitables et efficaces, conformément au droit international et régional relatif aux réfugiés et à d'autres normes juridiques pertinentes.
10. La crise humanitaire de grande ampleur qui touche l'Afghanistan ne doit pas occulter les violations massives des droits humains dans le pays. Compte tenu de l'ampleur de cette crise humanitaire, les Afghans et les Afghanes qui fuient le pays invoquent parfois en premier lieu leur nécessité immédiate de survie comme raison de leur fuite. Cela n'exclut pas l'existence de besoins parallèles en matière de protection des réfugiés et ne doit pas empêcher une évaluation approfondie des besoins de protection internationale des demandeurs d'asile afghans. En ce qui concerne le partage de la charge de la preuve, le HCR demande aux décideurs de veiller à ce que les demandeurs d'asile aient la possibilité de fournir un compte rendu complet des raisons qui les ont contraints à fuir l'Afghanistan, et/ou des raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas retourner en Afghanistan, y compris les craintes éventuelles de persécution en cas de retour.

²⁴ Les incidents les plus fréquemment signalés en matière de restriction de l'accès humanitaire sont dus à l'ingérence directe, aux restrictions imposées au personnel féminin, à l'ingérence dans le recrutement et aux demandes d'accès à des données sensibles. Voir OCHA, *Afghanistan: Humanitarian Access Snapshot*, 18 février 2025, <http://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-humanitarian-access-snapshot-january-2025> ; OCHA, *Afghanistan: Humanitarian Access Snapshot*, 16 janvier 2025, <https://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-humanitarian-access-snapshot-december-2024>.

²⁵ « [...] L'interdiction faite aux femmes de travailler pour les ONG et les agences des Nations Unies a empêché les femmes et les filles d'avoir accès à des services essentiels, notamment dans les domaines de la santé, l'éducation, l'alimentation et la protection [...] plus de 70 % des femmes estiment qu'il est difficile d'accéder à l'aide humanitaire, une grande partie d'entre elles attribuant cette situation à l'absence de femmes parmi le personnel humanitaire et à l'imposition de limitations culturelles quant à leur mobilité. » ONU-Femmes, *Women and Girls in Crisis: 2024 Gender Analysis of Humanitarian Sectors in Afghanistan*, 27 avril 2025, <https://reliefweb.int/report/afghanistan/women-and-girls-crisis-2024-gender-analysis-humanitarian-sectors-afghanistan>, p. 5, voir également p. 12-14. Si les autorités de facto ont accepté quelques exceptions par le passé, celles-ci ont souvent été localisées ou limitées dans le temps, et représentent un obstacle supplémentaire pour les organisations humanitaires. D'autres cas signalent que les autorités de facto auraient menacé de retirer la licence ou d'inculper les organisations qui ne respectaient pas les règles. ONU-Femmes, *Afghanistan : Gender Country Profile 2024*, 7 juin 2024, www.unwomen.org/sites/default/files/2024-06/Afghanistan%20Gender%20Profile%202024.pdf, p. 22. Il semblerait que depuis la loi sur la PVPV, les marges de manœuvre en matière de négociation ou de dérogations aient diminué. MANUA, *Report on the Implementation, Enforcement and Impact of the Law on the Propagation of Virtue and Prevention of Vice in Afghanistan*, 10 avril 2025, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/pvpv_report_final_10_april_2025.pdf, p. 5, 11-12. En septembre 2025, les autorités de facto ont renforcé les restrictions imposées aux femmes afghanes travaillant pour les Nations Unies. ONU Info, *Afghanistan: Lifesaving Services Cut as Taliban Bars Women Aid Workers*, 12 septembre 2025, <https://news.un.org/en/story/2025/09/1165832>.

²⁶ OCHA, *Afghanistan: Overview of Natural Disasters*, consulté le 15 septembre 2025, <https://response.reliefweb.int/afghanistan/natural-disasters-dashboard>. « L'Afghanistan est très vulnérable aux effets du changement climatique et figure parmi les pays les plus exposés à l'augmentation de la fréquence, de l'intensité et de la gravité des catastrophes naturelles. » Groupe sectoriel de la protection, *Afghanistan: Protection Analysis Update*, janvier 2025, https://globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2025-02/afghanistan_pau_dec_2024_final_0.pdf, p. 5.

²⁷ Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Afghanistan Climate and Vulnerability Assessment: Population and Mobility*, mars 2025, <https://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-climate-vulnerability-assessment-population-and-mobility-march-2025>, p. 10.

²⁸ ONU Info, *Afghanistan: Lifesaving Services Cut as Taliban Bars Women Aid Workers*, 12 septembre 2025, <https://news.un.org/en/story/2025/09/1165832> ; Organisation mondiale de la santé (OMS), *Earthquake in Eastern Afghanistan: WHO Situation Report No. 9*, 11 septembre 2025, <https://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-earthquake-who-situation-report-no-9-11-september-2025>.

Contraintes liées à l'évaluation des besoins de protection internationale

11. Malgré l'adoption de certaines lois, les autorités de facto continuent de gouverner en grande partie par décret, contournant le processus parlementaire.²⁹ Cette gouvernance se caractérise par l'incertitude, l'arbitraire et le mépris de l'État de droit.³⁰ En mars 2025, le statut des lois adoptées par le gouvernement précédent reste incertain,³¹ tandis que les autorités de facto ont progressivement imposé des politiques répressives limitant les droits, et mis en œuvre des châtiments corporels publics tels que la flagellation, l'amputation et l'exécution.³²
12. En ce qui concerne les droits des femmes en particulier, les autorités de facto ont rédigé la loi sur la PVPV en suivant un processus qui impliquait des consultations avec des érudits religieux, des experts et d'autres membres des autorités de facto. Cependant, seules les personnes « alignées sur les Taliban » ont été consultées, et la communauté dans son ensemble n'a pas eu la possibilité de commenter ou de réagir à la loi avant sa publication et sa mise en application.³³ La loi sur la PVPV, au lieu d'être claire, a contribué à l'insécurité juridique car elle contient des « dispositions larges et vagues » qui confèrent « aux autorités de facto un pouvoir discrétionnaire excessif pour décider de ce qui est autorisé ou interdit, ce qui peut conduire à une application arbitraire, discriminatoire ou abusive de la loi. »³⁴ En outre, la loi contient de nombreuses notes de bas de page en arabe, une langue que la plupart des Afghans ne comprennent pas, ce qui crée des obstacles supplémentaires à la compréhension de ses dispositions et de leur justification.³⁵
13. Les rapports indiquent que l'application des édits, des décrets et même de la loi sur la PVPV, peut varier en fonction de la zone géographique, des dirigeants locaux et des négociations orales avec les autorités de facto.³⁶ Cependant, la MANUA a noté que les autorités de facto ont clairement l'intention d'appliquer la loi sur la PVPV à l'échelle nationale, et ont donc mis en place un « cadre d'application solide », notamment par le biais de comités provinciaux et d'une présence accrue d'inspecteurs du Ministère de la Propagation de la Vertu et de la Prévention du Vice (MPVPV).³⁷ D'une manière générale, les Taliban

²⁹ Hamoon, W., Krawchenko, B., et Krawchenko, T. (2025). « Governance and Public Administration under the Taliban », *Asian Affairs*, 56(1), 87-111. <https://doi.org/10.1080/03068374.2024.2446960>. Entre octobre 2022, date à laquelle le chef des talibans a publié un décret sur la législation, et la mi-2025, les autorités de facto ont adopté 10 lois. Toutefois, les autorités de facto continuent de s'appuyer sur des édits et des décrets pour clarifier et étendre la loi, et toute législation doit être approuvée par le chef des talibans. Selon l'institut Heinrich Böll, le chef des talibans « semble peu intéressé par une autre approche de la gouvernance que la simple publication de décrets pour concrétiser ses ordres. » Institut Heinrich Böll, *Afghanistan: Ruling by Decree*, avril 2024, www.boell.de/sites/default/files/importedFiles/2024/04/11/ruling-by-decree-hbs-afpak_0.pdf, p. 6. Voir également, Assemblée générale des Nations Unies, *Accès à la justice et protection des femmes et des filles et incidences des formes multiples et croisées de discrimination*, 16 juin 2022, A/HRC/59/25, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/59/25>, paragraphes 24-26. « Depuis mars 2023, le bureau du procureur général de facto a été renommé et sa mission redéfinie pour devenir la Haute Direction de facto de la supervision et de l'exécution des décrets et édits, qui supervise toutes les entités de facto quant à leur mise en œuvre des décrets, édits et instructions émis par le chef des talibans ». MANUA, *De Facto Authorities' Moral Oversight in Afghanistan: Impacts on Human Rights*, juillet 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2112252/moral_oversight_report_english_final.pdf, p. 4.

³⁰ Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphes 86-92; ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, pp. 75-78; MANUA, *De Facto Authorities' Moral Oversight in Afghanistan: Impacts on Human Rights*, juillet 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2112252/moral_oversight_report_english_final.pdf, p. 16-22.

³¹ « Après avoir pris le pouvoir, les Taliban ont suspendu la Constitution de 2004 et annoncé que toutes les lois adoptées sous la République islamique d'Afghanistan seraient évaluées afin de voir leur conformité avec la charia et les traditions afghanes. À ce jour, le statut de la législation et des autres sources de droit reste peu clair, ce qui entraîne un manque de cohérence et de sécurité juridique. » Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 32. Voir également, MANUA, *Report on the Implementation, Enforcement and Impact of the Law on the Propagation of Virtue and Prevention of Vice in Afghanistan*, 10 avril 2025, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/pvpv_report_final_10_aprill_2025.pdf, p. 5.

³² « Au moins 213 châtiments [corporels] (169 hommes et 44 femmes) ont été infligés depuis le début de l'année 2025, et dans les quelques jours qui ont suivi les exécutions publiques, au moins 19 personnes (14 hommes et 5 femmes) ont déjà été fouettées ». OHCHR, *Afghanistan Must Immediately Stop Public Executions and Corporal Punishment: UN Experts*, 17 avril 2025, www.ohchr.org/en/press-releases/2025/04/afghanistan-must-immediately-stop-public-executions-and-corporal-punishment. Voir également Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 82.

³³ Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphes 29-30

³⁴ Ibid, paragraphe 33.

³⁵ Ibid, paragraphe 43. Il a été signalé que l'utilisation obligatoire de sources arabes aurait déjà affecté la procédure judiciaire : « Les avocats ont également indiqué au Rapporteur spécial que les autorités de facto ont donné pour instruction d'invoquer des sources de la charia, qui ne sont pas disponibles dans les langues nationales, à savoir le dari et le pachto, ce qui fait qu'il est difficile pour les professionnels du droit et les citoyens ordinaires qui ne maîtrisent pas l'arabe de comprendre les origines ou la signification de la loi. Il en résulte un manque de clarté et une application souvent arbitraire de la loi. » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, A/79/330, 30 août 2024, <https://docs.un.org/fr/A/79/330>, paragraphe 62.

³⁶ ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, p. 25-35; MANUA, *Report on the Implementation, Enforcement and Impact of the Law on the Propagation of Virtue and Prevention of Vice in Afghanistan*, 10 avril 2025, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/pvpv_report_final_10_aprill_2025.pdf, p. 6-7, 9. Cependant : « Bien que l'application [de la loi sur la PVPV] ait été inégale, la tendance générale est à la conformité. » Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 78.

³⁷ MANUA, *Report on the Implementation, Enforcement and Impact of the Law on the Propagation of Virtue and Prevention of Vice in Afghanistan*, 10 avril 2025, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/pvpv_report_final_10_aprill_2025.pdf, p. 2-3, 7-8.

veillent au respect de la loi dans l'ensemble du pays, notamment en utilisant des techniques et des technologies de surveillance sophistiquées.³⁸

14. L'absence de procédure claire et transparente dans le cadre de l'adoption des édits, décrets ou lois, combinée à l'application de sanctions sévères en cas de transgression, contribue à créer de l'incertitude parmi la population afghane quant aux comportements qui sont, ou seront bientôt interdits.³⁹ Selon le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan « l'application stricte et incohérente des lois, notamment au moyen de châtiments corporels et de la peine capitale, fait que la population afghane vit dans une situation d'insécurité juridique et dans une atmosphère de peur et de surveillance. »⁴⁰ Pour les femmes afghanes en particulier, cette incertitude contribue à une crise de santé mentale permanente qui a perturbé les liens sociaux et familiaux.⁴¹
15. Outre l'incertitude juridique, la surveillance des droits de l'homme et de l'aide humanitaire se heurte à de nombreuses difficultés qui empêchent les acteurs d'avoir une vue d'ensemble de la situation en Afghanistan.⁴² Les restrictions de l'espace civique et de la liberté de la presse, combinées à l'autocensure conditionnée par la peur, exacerbent cette pénurie d'informations.⁴³ Les personnes qui s'adressent aux médias ou aux organisations de défense des droits de l'homme pour exprimer des critiques à l'égard des autorités de facto font l'objet de menaces et de représailles de la part de ces dernières.⁴⁴ Les programmes visant à aider les femmes et les filles, tels que le suivi de la violence basée sur le genre ou la fourniture d'une aide aux survivantes, ont été confrontés à de graves contraintes et sont souvent dans l'incapacité de collecter des données sensibles.⁴⁵

³⁸ Les autorités de facto disposeraient de moyens de surveillance sophistiqués à Kaboul et dans tout le pays, notamment des informateurs, un accès aux caméras de vidéosurveillance, la possibilité de fouiller les appareils mobiles et de surveiller les réseaux sociaux. Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphes 2, 26. Voir également BBC, *Inside the Taliban's Surveillance Network Monitoring Millions*, 27 février 2025, www.bbc.com/news/articles/cjev9kzxeqqo.
³⁹ ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, pp. 23-28 ; MANUA, *De Facto Authorities' Moral Oversight in Afghanistan: Impacts on Human Rights*, juillet 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2112252/moral_oversight_report_english_final.pdf, p. 2, 6, 22-23.

⁴⁰ Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 2. Par exemple, pour les journalistes et les professionnels des médias, « l'ambiguïté et l'incertitude des procédures visant à déterminer les violations ont conduit à une autocensure généralisée par crainte de violer ces règles non écrites. » MANUA, *Media Freedom in Afghanistan*, novembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118212/unama_report_on_media_freedom_in_afghanistan.pdf, p. 13.
⁴¹ « L'incertitude quant à leur avenir, l'érosion progressive de leurs libertés fondamentales, un système de santé qui s'est largement effondré en raison du retrait du financement international, l'exode des jeunes professionnels et les déplacements de population sont autant de facteurs qui font que les femmes afghanes souffrent d'une santé mentale dangereusement en crise et ne cessant de s'aggraver. » M. Safi et A. M. Rivas, *The Mental Health Crisis among Afghan Women and Girls*, décembre 2023, https://media.odi.org/documents/The_mental_health_crisis_among_Afghan_women_and_girls_mh602uX.pdf, p. 6, voir également p. 11-14. Voir également, Fonds Malala, *Here's How Afghan Girls and Women Say the Taliban's New "Vice and Virtue" Laws Affect their Daily Lives*, 4 décembre 2024, <https://malala.org/news-and-voices/afghan-women-share-how-life-has-changed-under-new-taliban-edicts>.

⁴² Selon la MANUA, il est « probable que [les violations des droits humains] ne soient pas suffisamment signalées, compte tenu des difficultés d'accès à l'information. » MANUA, *Media Freedom in Afghanistan*, novembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118212/unama_report_on_media_freedom_in_afghanistan.pdf, p. 7 ; MANUA, *De Facto Authorities' Moral Oversight in Afghanistan: Impacts on Human Rights*, juillet 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2112252/moral_oversight_report_english_final.pdf, p. 4. Voir également ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, p. 9-18 ; Rawadari, *Intimidation, Repression and Censorship: The Status of Access to Information and Freedom of Expression in Afghanistan*, mai 2024, <https://rawadari.org/reports/intimidation-repression-and-censorship-the-status-of-access-to-information-and-freedom-of-expression-in-afghanistan/>, p. 5, 9-10.

⁴³ « Selon une enquête menée par l'Union nationale des journalistes afghans (UNJA) en septembre 2023, seulement 1 % des 433 journalistes interrogés ont estimé que l'accès à l'information était bon en Afghanistan. » MANUA, *Media Freedom in Afghanistan*, novembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118212/unama_report_on_media_freedom_in_afghanistan.pdf, p. 19, voir également p. 12-20. Voir également ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, p. 9-10 ; Rawadari, *Intimidation, Repression and Censorship: The Status of Access to Information and Freedom of Expression in Afghanistan*, mai 2024, <https://rawadari.org/reports/intimidation-repression-and-censorship-the-status-of-access-to-information-and-freedom-of-expression-in-afghanistan/>, p. 16-23.

⁴⁴ « Les conclusions de l'ONG Rawadari indiquent que l'accès à l'information au cours du premier semestre 2024 a été plus difficile que durant la même période en 2023 en raison des restrictions accrues imposées par les Talibans. [...] La [Direction générale de facto du renseignement] convoque les militants, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme et leur demande de s'engager à ne pas fournir d'informations aux médias et aux organisations de défense des droits humains. Les personnes interrogées ont signalé à l'ONG Rawadari que les Talibans les avaient menacées d'arrestation et de torture si elles communiquaient des informations aux médias ou aux organisations de défense des droits de l'homme. L'ONG Rawadari a même rapporté des cas où des parents et des membres de la famille des victimes ont été arrêtés et emprisonnés pour avoir parlé aux médias et aux organisations de défense des droits de l'homme. Par conséquent, l'atmosphère de peur et de méfiance qui prévaut a contraint au silence les citoyens, en particulier les victimes et les témoins oculaires. » Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 6-7.

⁴⁵ Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR), *Combating Violence Against Women in Afghanistan: State and USAID Can't Fully Determine Impacts of U.S. Efforts Without Developing Goals and Increasing Site Visits*, novembre 2024, www.sigar.mil/Portals/147/Files/Reports/Audits-and-Inspections/Financial-Audits/SIGAR-25-03-AR.pdf, p. 4, 16. Sur les difficultés à collecter des données ventilées selon le genre, consulter ONU-Femmes, *Afghanistan: Gender Country Profile 2024*, 7 juin 2024, www.unwomen.org/sites/default/files/2024-06/Afghanistan%20Gender%20Profile%202024.pdf, p. 11.

Dans certains cas, les autorités de facto ont exigé l'accès à des informations sensibles.⁴⁶ Selon le groupe sectoriel de la protection, « [l]a collecte de données et la gestion des cas se sont avérées difficiles pour les services de protection humanitaire en raison des interférences et des restrictions continues de la part des [autorités de facto] [...] les données recueillies ne sont parfois pas suffisantes pour réaliser une évaluation définitive de l'étendue des [...] risques. »⁴⁷ Lorsque le suivi peut avoir lieu, les informateurs et les bénéficiaires peuvent également s'autocensurer à cause de la peur.⁴⁸

16. Compte tenu des obstacles à la collecte d'informations et au signalement en Afghanistan, il est fréquent que les violations des droits humains et les atteintes à ces droits ne soient ni documentées ni signalées. Le HCR appelle les décideurs à tenir compte de l'incertitude et de l'imprévisibilité inhérentes aux modalités adoptées par les autorités de facto pour l'émission des décrets, associées aux incertitudes persistantes concernant l'applicabilité du cadre juridique précédemment en vigueur en Afghanistan et au manque d'informations complètes sur le pays d'origine. Les décideurs ne doivent pas tirer de conclusions négatives liées au manque d'informations, car des contraintes pèsent sur la capacité des organisations humanitaires et de défense des droits humains et des médias en Afghanistan à opérer sans entrave.

Profils à risque

17. D'après les rapports disponibles sur les violations généralisées des droits humains en Afghanistan, y compris les récits faits au HCR par les Afghans en fuite et ceux qui se trouvent déjà à l'étranger, notamment dans le cadre des activités de surveillance du HCR, de nombreux Afghans auront besoin d'une protection internationale. La liste des profils identifiés ci-dessous ne prétend pas être une énumération exhaustive de tous les profils d'Afghans susceptibles de craindre avec raison d'être persécutés. Chaque demande de protection internationale doit être évaluée sur le fond, en tenant compte des preuves fournies par le demandeur ainsi que de toutes les informations pertinentes sur le pays d'origine, dans la mesure où elles sont disponibles. Le HCR note que les membres de la famille et les autres personnes étroitement associées aux personnes risquant d'être persécutées sont souvent elles-mêmes en danger.⁴⁹

Femmes et jeunes filles

18. Les édits et décrets publiés progressivement depuis 2021 interdisent notamment aux femmes et aux filles de fréquenter les écoles secondaires ou les universités ou d'y enseigner ;⁵⁰ ont imposé de se couvrir le visage, même pour certaines filles, et de se couvrir entièrement le corps dans certaines provinces ; ont exigé que les femmes soient accompagnées d'un parent masculin (« mahram ») lorsqu'elles quittent la maison, voyagent ou prennent les transports publics ; ont fermé les bains publics pour les femmes ; ont interdit aux femmes d'aller dans les parcs, les gymnases et de pratiquer un sport ; ont imposé des restrictions aux femmes travaillant dans la fonction publique et ont effectivement forcé de nombreuses employées de divers secteurs d'activité à quitter leur emploi ; ont interdit aux ONG étrangères et locales d'employer des femmes ; et ont introduit des limitations aux activités humanitaires,

Voir également Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 21 février 2025, S/2025/109, <https://docs.un.org/fr/A/79/797>, paragraphe 57.

⁴⁶ « De janvier à octobre 2024, 84 incidents de violence contre des travailleurs humanitaires, des biens et des installations ont été signalés [...] 15 incidents impliquaient des menaces contre le personnel, y compris des demandes de données sensibles. » OCHA, *Afghanistan: Humanitarian Needs and Response Plan*, décembre 2024, www.unocha.org/attachments/f27aee21-5770-46a5-9706-fa3a0f92f945/Afghanistan-Humanitarian-Needs-and-Response-Plan-2025.pdf, p. 32.

⁴⁷ Groupe sectoriel de la protection, *Afghanistan: Protection Analysis Update*, janvier 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2121426/afghanistan_pau_dec_2024_final_0.pdf, p. 18.

⁴⁸ ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, p. 9-18.

⁴⁹ Assemblée générale des Nations Unies, *Accès à la justice et protection des femmes et des filles et incidences des formes multiples et croisées de discrimination*, 16 juin 2025, A/HRC/59/25, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/59/25>, paragraphe 85 ; Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 68. L'organisation de défense des droits humains Rawadari, basée au Royaume-Uni, a constaté qu'en 2024, des membres de la famille d'anciens employés du gouvernement avaient été tués par des tireurs inconnus, qu'il avait été interdit aux victimes et aux membres de leur famille de s'adresser aux médias ou qu'ils avaient été sanctionnés pour avoir évoqué des violations. Des membres de la famille d'opposants et de détracteurs des Talibans ont été arrêtés et ont disparu. Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 7, 9, 11-12, 14.

⁵⁰ UNICEF, *À l'heure de la rentrée scolaire en Afghanistan, près de 400 000 filles supplémentaires, soit 2,2 millions au total, sont privées de leur droit à l'éducation*, Déclaration de Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF, à l'occasion de cette rentrée scolaire qui marque trois années de bannissement de l'enseignement secondaire pour les filles en Afghanistan, 21 mars 2025, <https://www.unicef.org/fr/communiqués-de-presse/rentree-scolaire-en-afghanistan-filles-privees-education>.

y compris, par exemple, les programmes d'aide aux survivantes de violence basée sur le genre.⁵¹ Le manque de clarté concernant la portée et la mise en œuvre exactes de ces décrets et édits a créé une incertitude et un « climat de peur et d'intimidation. »⁵²

19. Comme indiqué plus haut, les autorités de facto ont adopté en août 2024 la loi sur la PVPV, qui a officialisé un grand nombre de décrets et d'édits promulgués par d'autres voies depuis 2021 et renforcé la mise en œuvre de lois strictes en matière de comportement.⁵³ Néanmoins, les autorités de facto n'ont cessé d'ajouter des restrictions à travers les réseaux sociaux ou des règles orales.⁵⁴ Les agents du ministère de facto pour la Promotion de la vertu et la Prévention du vice (« MPVPV ») infligent des punitions et utilisent la force contre les personnes qu'ils perçoivent comme ayant violé leurs restrictions, y compris en « recourant à des menaces, des arrestations et des détentions arbitraires [et] à un usage excessif de la force ».⁵⁵ En août 2024, les autorités de facto ont annoncé que le MPVPV avait détenu 13 000 personnes depuis août 2023 pour « violation des règles de moralité ».⁵⁶ Selon certaines informations, les responsables de l'application de la PVPV interprètent la loi de manière large, mettant en œuvre des exigences plus strictes que celles contenues dans la loi sur la PVPV.⁵⁷
20. Les talibans feraient appel à des informateurs au sein des communautés pour identifier les cas de non-respect, ce qui peut éroder la cohésion sociale et créer un climat de peur et d'autorégulation.⁵⁸ D'après

⁵¹ Assemblée générale des Nations Unies, *Accès à la justice et protection des femmes et des filles et incidences des formes multiples et croisées de discrimination*, 16 juin 2025, A/HRC/59/25, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/59/25> ; USIP, *Tracking the Taliban's (Mis)Treatment of Women*, consulté le 15 septembre 2025, www.usip.org/tracking-talibans-mistreatment-women ; MANUA, *Update on the Human Rights Situation in Afghanistan: October-December 2024 Update*, 28 janvier 2025, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/human_rights_situation_in_afghanistan_october_-_december_2024_-_english_0.pdf, p. 9.

⁵² « Les règles sont diffusées dans divers formats et souvent uniquement oralement, et manquent dans certains cas de clarté, de cohérence et de sécurité juridique. Le non-respect de l'une de ces règles peut parfois entraîner des sanctions sévères. Les ambiguïtés et les incohérences qui entourent les règles imposées, l'imprévisibilité, la sévérité et la disproportion des sanctions associées au non-respect des règles, ainsi que les mesures restrictives visant à réglementer les activités des individus dans la sphère privée, contribuent à créer un climat de peur et d'intimidation ». MANUA, *De Facto Authorities' Moral Oversight in Afghanistan: Impacts on Human Rights*, juillet 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2112252/moral_oversight_report_english_final.pdf, p. 2-3.

⁵³ « À la suite de la publication de la loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice au Journal officiel le 21 août [2024], le ministère de facto chargé de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice a intensifié ses efforts pour faire respecter la loi, notamment en formant des inspecteurs de facto et en les déployant en plus grand nombre. » Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 6 décembre 2024, S/2024/876, <https://docs.un.org/fr/A/79/675>, paragraphe 6. Voir également, Groupe sectoriel de la protection, *Afghanistan: Protection Analysis Update*, janvier 2025, https://globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2025-02/afghanistan_pau_dec_2024_final_0.pdf, p. 4.

⁵⁴ Par exemple, le chef des Talibans a publié un décret concernant les nouvelles constructions résidentielles en décembre 2024, dans lequel il recommande également que les fenêtres des cuisines soient occultées dans les maisons afin que les voisins ne puissent pas voir les femmes à travers. Le Monde, *Afghanistan : l'obsession des talibans pour réduire les droits des femmes franchit un nouveau palier*, 3 janvier 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/01/02/en-afghanistan-l-obsession-des-talibans-contre-les-femmes-franchit-un-nouveau-palier_6477500_3210.html. Voir également, Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 16 ; Inter Press Service, *Taliban's Decrees Worsen Crisis for Afghan Women*, *Banning All NGO Work*, 20 janvier 2025, <https://www.ipsnews.net/2025/01/talibans-decrees-worsen-crisis-for-afghan-women-banning-all-ngo-work/> ; Groupe sectoriel de la protection, *Afghanistan: Protection Analysis Update*, janvier 2025, https://globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2025-02/afghanistan_pau_dec_2024_final_0.pdf, p. 3.

⁵⁵ MANUA, *De Facto Authorities' Moral Oversight in Afghanistan: Impacts on Human Rights*, juillet 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2112252/moral_oversight_report_english_final.pdf, p. 3, 8, 12, 22. Bien qu'ils ne soient censés opérer que dans les « lieux publics » (expression qui n'est pas définie dans la loi et qui est donc sujette à interprétation) et qu'ils ne publient que les violations commises publiquement (à moins qu'elles ne soient justifiées par la charia), des agents du MPVPV auraient procédé à des perquisitions à domicile ou à des fouilles de téléphones portables. Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 38. « En janvier 2024, les talibans ont lancé une campagne d'arrestation de femmes et de jeunes filles qui ne respectaient pas la règle obligeant à porter le hijab. Des dizaines de femmes et de jeunes filles ont été appréhendées par des talibans, et nombre d'entre elles ont fait état de traitements dégradants, de tortures, voire de viols. » *Afghan Witness, The Erasure of Women*, 14 août 2024, www.info-res.org/afghan-witness/reports/the-erasure-of-women/.

⁵⁶ Amnesty International, *La situation des droits humains dans le monde : Afghanistan 2024*, 29 avril 2025, www.ecoi.net/en/document/2124593.html.

⁵⁷ « Les départements provinciaux de facto en charge de la promotion de la vertu et de la prévention du vice appliquent l'obligation d'être accompagnée par un mahram d'une manière qui n'est pas clairement spécifiée par la loi sur la PVPV, ce qui crée des obstacles supplémentaires pour les femmes et les jeunes filles qui souhaitent accéder aux services publics, travailler et mener d'autres activités en dehors de leur domicile. » MANUA, *Update on the Human Rights Situation in Afghanistan: October-December 2024 Update*, 28 janvier 2025, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/human_rights_situation_in_afghanistan_october_-_december_2024_-_english_0.pdf, p. 2. Voir également ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, p. 77-78.

⁵⁸ Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 26. Les familles imposeraient également des restrictions aux femmes et aux filles, citant les risques encourus par les membres masculins de la famille liés à la conduite des membres féminins de la famille, notamment des punitions infligées par les autorités de facto et la honte. Voir MANUA, *Report on the Implementation, Enforcement and Impact of the Law on the Propagation of Virtue and Prevention of Vice in Afghanistan*, 10 avril 2025, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/pvpv_report_final_10_april_2025.pdf, p. 11 ; Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 81 ; ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf.

les informations recueillies, le fait que les autorités de facto attendent des communautés et des familles qu'elles appliquent des restrictions aux femmes et aux filles aurait pour effet de « changer les dynamiques sociales et familiales ». ⁵⁹ Toute critique de la loi, et de toute autre loi promulguée par les autorités de facto, est, selon les autorités de facto, comparable à une critique de la charia, et n'est donc pas autorisée. ⁶⁰

21. Depuis la publication de la loi sur la PVPV, une augmentation de l'application de la loi et de la présence d'agents chargés de l'application de la loi sur la PVPV a été constatée. ⁶¹ Les foyers dirigés par des femmes, les veuves, les femmes issues de minorités ethniques et religieuses et les femmes déplacées ont été particulièrement touchés, et des signes indiquent que la loi est appliquée de manière plus stricte dans les régions où vivent des minorités. ⁶² Les conséquences pour les femmes sont notamment un sentiment d'impuissance et un manque total de contrôle sur leur propre vie, la détérioration de leur santé mentale, l'isolement et la peur. ⁶³ En raison de ces restrictions, les femmes subissent des conséquences économiques plus importantes que les hommes dans la situation humanitaire et économique actuelle. ⁶⁴ En Afghanistan, les femmes disent ne pas se sentir en sécurité lorsqu'elles sortent de chez elles. ⁶⁵ D'après les informations recueillies, le nombre de tentatives de suicide chez les femmes et les

p. 42, 79-81 ; HCR, *Afghanistan Monthly Protection Monitoring Summary*, 29 janvier 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2121103/Afghanistan+Monthly+Protection+Monitoring+Summary+Dec+2024.pdf, p. 5.

⁵⁹ Assemblée générale des Nations Unies, *Accès à la justice et protection des femmes et des filles et incidences des formes multiples et croisées de discrimination*, 16 juin 2025, A/HRC/59/25, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/59/25>, paragraphes 27 ; MANUA, *Report on the Implementation, Enforcement and Impact of the Law on the Propagation of Virtue and Prevention of Vice in Afghanistan*, 10 avril 2025, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/pvpv_report_final_10_april_2025.pdf, p. 11 ; ONU-Femmes, *Resolve of Afghan Women in the Face of Erasure: Three Years Since the Taliban Takeover*, août 2024, www.unwomen.org/sites/default/files/2024-08/resolve-of-afghan-women-in-the-face-of-erasure-three-years-since-the-taliban-takeover-en.pdf, p. 5. « Il semble que cette approche institutionnalisée et systématique entraîne une évolution vers des normes sociales conservatrices et répressives, qui aggraveront la répression des femmes et des jeunes filles. » ONU-Femmes, *Afghanistan: Gender Country Profile* 2024, 7 juin 2024, www.unwomen.org/sites/default/files/2024-06/Afghanistan%20Gender%20Profile%202024.pdf, p. 12. En rendant les hommes responsables des violations des restrictions commises par les membres féminins de la famille, les autorités de facto ont fait en sorte que « les hommes ressentent à la fois de l'insécurité et soient contraints à adopter une vision du monde plus contrôlante et plus conservatrice. » OIM, MANUA et ONU-Femmes, *Summary Report of Countrywide Women's Consultations*: avril 2024, juillet 2024, https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/2024-07/af-c1048-situation-of-afghan-women_april_english.pdf, p. 6. Voir également, M. Safi et A. M. Rivas, *The Mental Health Crisis among Afghan Women and Girls*, décembre 2023, https://media.odi.org/documents/The_mental_health_crisis_among_Afghan_women_and_girls_mh6O2uX.pdf, voir également p. 11.

⁶⁰ Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 6 décembre 2024, S/2024/876, <https://docs.un.org/fr/A/79/675>, paragraphe 11 ; Amu TV, *Taliban Warns Critics of Laws Will Be Referred to Court*, 12 septembre 2024, <https://amu.tv/123198/>.

⁶¹ Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 78.

⁶² Ibid, paragraphes 65, 68, 80. Voir également ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2024-01/tyir_0.pdf, p. 8, 27-28, 37, 82 ; PNUD, *Changes in Afghan Economy, Households and Cross-Cutting Sectors (August 2021 to August 2023)*, 18 janvier 2025, www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2024-01/tyir_0.pdf, p. 35-39. « En décembre 2023 et janvier 2024, des fonctionnaires du Ministère de facto pour la promotion de la vertu et la prévention du vice, en coopération avec la police de facto, ont pris une série de mesures visant à faire respecter les règles strictes relatives au port du *hijab* publiées en avril 2022. Ils ont formulé des avertissements verbaux et placé arbitrairement en détention nombre de femmes et de filles accusées de ne pas respecter les règles relatives au port du *hijab*, principalement dans le quartier de Dacht-e Barchi (ouest de Kaboul), zone à majorité hazara, des arrestations ayant également eu lieu à Khair Khana, quartier principalement peuplé de personnes d'ethnie tadjik et de populations originaires de la province du Panjchir. La plupart des femmes placées en détention ont été libérées au bout de quelques heures, après que leur mahram a signé un engagement indiquant que leur parente respecterait le décret sur le port du *hijab*. Certaines ont toutefois fait l'objet de sanctions et de mauvais traitements. » Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 4 février 2025, A/HRC/57/22, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/57/22>, paragraphe 8. « Les foyers dirigés par des femmes représentent plus de 10 % de la population afghane et sont plus vulnérables car leurs ressources sont limitées et elles ont moins de possibilités de surmonter les politiques et pratiques discriminatoires qui restreignent leurs droits et leurs opportunités. » Groupe sectoriel de la protection, *Afghanistan: Protection Analysis Update*, janvier 2025, https://globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2025-02/afghanistan_pau_dec_2024_final_0.pdf, p. 7.

⁶³ AfghanAid, *Solace and Strength: Delivering Mental Health Support for Afghan Women*, consulté le 15 septembre 2025, www.afghanaid.org.uk/solace-and-strength ; ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, p. 38-40. Voir également, M. Safi et A. M. Rivas, *The Mental Health Crisis among Afghan Women and Girls*, décembre 2023, https://media.odi.org/documents/The_mental_health_crisis_among_Afghan_women_and_girls_mh6O2uX.pdf, voir également p. 12-15.

⁶⁴ En juillet 2024 : « 57 % des femmes ayant été interrogées ont déclaré avoir subi une dégradation importante de leur situation financière au cours des trois derniers mois, contre 34 % des hommes. [...] Les femmes afghanes sont confrontées à des difficultés considérables pour obtenir et conserver un emploi. Lorsque les femmes ne sont pas purement et simplement exclues, elles se voient généralement proposer des emplois peu qualifiés et mal rémunérés (indépendamment de leur qualification et de leur expérience). » UNAMA et al, *Summary of Countrywide Consultations with Afghan Women: July 2024*, octobre 2024, https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/2024-10/af-c1242-final-consulation-report_july-2024-en-r02.pdf, p. 3, 6-7.

⁶⁵ « La plupart des femmes interrogées (69 %) ont indiqué qu'elles ne se sentaient pas en sécurité lorsqu'elles quittaient leur domicile seules, ce qui, selon elles, contribue à l'isolement social et à des problèmes de santé mentale généralisés, notamment des niveaux accrus de dépression et d'anxiété. [...] [La loi du MPVPV] risque d'aggraver l'isolement et l'assujettissement des femmes. » UNAMA et al, *Summary of Countrywide Consultations with Afghan Women: July 2024*, octobre 2024, https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/2024-10/af-c1242-final-consulation-report_july-2024-en-r02.pdf, p. 3-4.

jeunes filles a augmenté,⁶⁶ la violence domestique étant fréquemment citée comme l'une des causes de ce phénomène.⁶⁷ La violence basée sur le genre reste très répandue et a probablement été exacerbée par la gravité de la situation humanitaire, mais les femmes et les jeunes filles éprouvent de grandes difficultés à accéder à la justice.⁶⁸

22. La pression internationale exercée sur les autorités de facto pour qu'elles respectent les droits des femmes n'a pas empêché l'intensification des restrictions.⁶⁹ En Afghanistan, les talibans maintiennent leur position intransigeante ; au début de l'année 2025, le vice-ministre de facto des Affaires étrangères a été contraint de quitter l'Afghanistan après avoir critiqué les politiques des autorités de facto en matière d'éducation des filles.⁷⁰ Le 23 janvier 2025, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a déposé des mandats d'arrêt contre Haibatullah Akhundzada, chef suprême des talibans, et Abdul Hakim Haqqani, Président de facto de la Cour suprême, pour « crime contre l'humanité de persécution pour des motifs liés au genre ». ⁷¹ Le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan s'est félicité de cette annonce, déclarant que la loi sur la PVPV fournit « une preuve que [la persécution fondée sur le genre] a été planifiée et orchestrée au plus haut niveau, en application ou dans la poursuite de la politique d'une organisation. » ⁷²
23. Les restrictions imposées aux femmes en Afghanistan, mentionnées ci-dessus, affectent, entre autres, leur droit au travail, leur droit à un niveau de vie suffisant,⁷³ leur droit à la liberté de mouvement,⁷⁴ leur droit au meilleur état de santé physique et mentale possible,⁷⁵ leur droit de participer à la vie culturelle, leur liberté d'expression et, pour toutes les femmes afghanes mais particulièrement pour les minorités,

⁶⁶ El Pais, *The Toll of Taliban Laws on Afghan Women's Mental Health: 'I Break Down at Night on my Prayer Mat. Every Day, the Morality Police Insult Me'*, 26 décembre 2024, <https://english.elpais.com/international/2024-12-26/the-toll-of-taliban-laws-on-afghan-womens-mental-health-i-break-down-at-night-on-my-prayer-mat-every-day-the-morality-police-insult-me.html> ; Kabul Now, *Rising Suicide Rate among Women Lay Bare the Impact of Taliban's Oppression*, 20 novembre 2024, <https://kabulnow.com/2024/11/rising-suicide-rate-among-women-lay-bare-the-impact-of-talibans-oppression/> ; The Guardian, *'Despair Is Settling in': Female Suicides on Rise in Taliban's Afghanistan*, 28 août 2023, www.theguardian.com/world/2023/aug/28/despair-is-settling-in-female-suicides-on-rise-in-talibans-afghanistan. « [Le rapporteur spécial] continue de recevoir des rapports alarmants sur le niveau de stress, d'anxiété, de dépression, de suicide et d'idées suicidaires, en particulier chez les jeunes femmes et les jeunes filles [...], exacerbés par l'insuffisance des services de santé mentale et de soutien psychosocial ». Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 22.

⁶⁷ ONU-Femmes, *Afghanistan: Gender Country Profile 2024*, www.unwomen.org/sites/default/files/2024-06/Gender-country-profile-Afghanistan-en.pdf, p. 36.

⁶⁸ Assemblée générale des Nations Unies, *Accès à la justice et protection des femmes et des filles et incidences des formes multiples et croisées de discrimination*, 16 juin 2025, A/HRC/59/25, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/59/25> ; MANUA et al., *Summary of Countrywide Consultations with Afghan Women: July 2024*, octobre 2024, https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/2024-10/af-c1242-final-consultation-report_july-2024-en-r02.pdf, p. 4, 7-8. Voir également, Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 20 ; Afghan Witness, *The Erasure of Women*, 14 août 2024, www.infores.org/afghan-witness/reports/the-erasure-of-women/.

⁶⁹ « Bien que près de 16 pays aient des ambassades en Afghanistan, la communauté internationale n'a pas reconnu le gouvernement taliban, principalement parce qu'il n'est pas inclusif et qu'il restreint les droits des femmes et des jeunes filles dans le pays. » VOA, *UN Talks in Doha End ; Recognition Remains Distant Dream for Taliban*, 1^{er} juillet 2024, www.voanews.com/a/un-talks-in-doha-end-recognition-remains-distant-dream-for-taliban-7681320.html.

⁷⁰ The Guardian, *Taliban Minister 'Forced to Flee Afghanistan' after Speech in Support of Girls' Education*, 3 février 2025, www.theguardian.com/global-development/2025/feb/03/mohammad-abbas-stanikzai-taliban-minister-flees-afghanistan-over-support-girls-education. Les restrictions imposées par les talibans aux femmes et aux jeunes filles auraient exacerbé les dissensions internes, opposant des membres puissants des autorités de facto au chef des talibans. Toutefois, les dissensions se déroulent principalement à huis clos et ne semblent pas avoir modéré les actions des talibans. Voir NBC News, *Rifts Growing in the Taliban over the Ban on Girls' Schooling*, 6 avril 2025, www.nbcnews.com/world/middle-east/taliban-officials-remain-divided-ban-girls-education-rcna199253 ; The Diplomat, *Is the Haqqani Network Parting Ways With the Taliban Regime?*, 19 décembre 2024, <https://thediplomat.com/2024/12/is-the-haqqani-network-parting-ways-with-the-taliban-regime/> ; New York Times, *What We Learned Talking to the Taliban's Most Fearsome Leader*, 24 octobre 2024, www.nytimes.com/2024/10/24/world/asia/afghanistan-haqqani-what-we-learned.html.

⁷¹ CPI, *Déclaration du Procureur de la CPI Karim A.A.Khan KC : des mandats d'arrêt requis dans la situation en Afghanistan*, 23 janvier 2025, <https://www.icc-cpi.int/fr/news/declaration-du-procureur-de-la-cpi-karim-aa-khan-kc-des-mandats-darret-requis-dans-la>.

⁷² Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 89.

⁷³ « [...] Les données récoltées dans le cadre du suivi soulignent que les femmes et les filles continuent d'avoir des difficultés à accéder aux services de base, notamment aux soins de santé, à l'aide juridique et aux installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH).[...] le revenu par membre du ménage dans les foyers dirigés par une femme a chuté de 40 % en 2024 [...] contre 16 % dans les foyers dirigés par un homme ». Groupe sectoriel de la protection, *Afghanistan: Protection Analysis Update*, janvier 2025, https://globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2025-02/afghanistan_pau_dec_2024_final_0.pdf, p. 7. « Les femmes, qui avaient déjà du mal à participer à l'activité économique avant l'arrivée au pouvoir des Taliban, se heurtent désormais, dans tout le pays, à une grande marginalisation économique et à une aggravation de la pauvreté. » Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 100. Voir également ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, p. 55-61.

⁷⁴ Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphes 12, 49-54.

⁷⁵ Ibid, paragraphe 12 ; Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 20.

leur liberté de pensée, de conscience et de religion.⁷⁶ Au vu du large éventail de mesures de plus en plus restrictives imposées par les autorités de facto aux femmes et aux jeunes filles afghanes en violation de leurs droits fondamentaux, le HCR considère que les femmes et les jeunes filles afghanes sont susceptibles d'avoir besoin d'une protection internationale au titre de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.⁷⁷

Afghans associés à l'ancien gouvernement, aux forces de sécurité ou aux alliés

24. Bien que les autorités de facto aient proclamé une « amnistie générale » pour ceux ayant soutenu le gouvernement précédent ou combattu les talibans, y compris les anciens fonctionnaires, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a indiqué en 2023 qu'elle avait recensé « au moins 800 violations des droits humains [commises par les autorités de facto] à l'encontre d'anciens fonctionnaires et de membres des [Forces nationales de défense et de sécurité afghanes (FNADS)]⁷⁸ entre [...] le 15 août 2021 et le 30 juin 2023. »⁷⁹ D'anciens responsables gouvernementaux et d'anciens membres des FNADS ont continué à être pris pour cible, tués, arrêtés, détenus et torturés en 2024 et en 2025.⁸⁰ Il s'agit de personnes associées à l'ancien gouvernement ou aux forces de sécurité rentrées volontairement ou renvoyées de force en Afghanistan.⁸¹ Selon certaines informations, d'anciens responsables ou membres des FNADS continuent de vivre dans la clandestinité.⁸² D'anciens juges et procureurs ont également été pris pour cible, menacés, harcelés et tués.⁸³

⁷⁶ Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphes 12, 41-43, 55, 61-74. Voir également, MANUA, *De Facto Authorities' Moral Oversight in Afghanistan: Impacts on Human Rights*, juillet 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2112252/moral_oversight_report_english_final.pdf, p. 3, 21-23.

⁷⁷ Assemblée générale des Nations Unies, *Convention relative au statut des réfugiés*, 28 juillet 1951, Recueil des traités des Nations Unies, vol. 189, p. 137, www.unhcr.org/refworld/docid/3be01b964.html; et Assemblée générale des Nations Unies, *Protocole relatif au statut des réfugiés*, 31 janvier 1967, Recueil des Traités des Nations Unies, vol. 606, p. 267, www.unhcr.org/refworld/docid/3ae6b3ae4.html. Le 4 octobre 2024, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a estimé que les mesures discriminatoires imposées aux femmes afghanes s'élèvent au niveau de la persécution, tant en raison de la gravité des restrictions individuelles que de leurs effets cumulatifs. CJEU, *AH, FN, contre Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl*, C-608/22 et C-609/22, 4 octobre 2024, www.refworld.org/jurisprudence/caselaw/ecj/2024/en/148774, paragraphes 42-46.

⁷⁸ Les FNADS comprennent l'armée nationale afghane (ANA), la police nationale afghane (PNA), la police locale afghane (PLA) et la direction nationale de la sécurité (DNS).

⁷⁹ « Des violations des droits humains commises contre d'anciens représentants du gouvernement et de membres des FNADS ont été enregistrées dans les 34 provinces, le plus grand nombre de violations ayant été enregistré dans les provinces de Kaboul, de Kandahar et de Balkh. » Mais aussi : « Les cas [n'ont été] inclus dans les chiffres globaux que lorsque la MANUA a obtenu des informations crédibles indiquant qu'un ou plusieurs membres des autorités de facto étaient responsables de l'incident. » MANUA, *A Barrier to Securing Peace: Human Rights Violations Against Former Government Officials and Former Armed Force Members in Afghanistan*, 22 août 2023, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/a_barrier_to_securing_peace_aug_2023_english_0.pdf, p. 1-3, 5-6.

⁸⁰ MANUA, *Update on the Human Rights Situation in Afghanistan: January – March 2025*, 1^{er} mai 2025, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_update_on_human_rights_in_afghanistan_january-march_2025.pdf, p. 6; Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 21 février 2025, S/2025/109, <https://docs.un.org/en/A/79/797>, paragraphe 36; Allemagne : Office fédéral allemand pour l'immigration et les Réfugiés (BAMF), *Briefing Notes*, 3 février 2025, www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/EN/Behoerde/Informationszentrum/BriefingNotes/2025/briefingnotes-kw06-2025.pdf, p. 1; Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 11-18. « Entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre [2024], le service des droits humains de la MANUA a dénombré au moins 24 cas d'arrestation et de détention arbitraires, au moins 10 cas de torture et de mauvais traitements, des menaces verbales et au moins cinq meurtres d'anciens membres des FNADS. » MANUA, *Update on the Human Rights Situation in Afghanistan: July-September 2024 Update*, 31 octobre 2024, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/english_-_unama_-_update_on_hr_situation_in_afghanistan_-_july-sept_2024.pdf, p. 5. « Les anciens fonctionnaires et les anciens membres de l'armée et de la police sont particulièrement exposés aux arrestations et détentions arbitraires, à la torture et aux mauvais traitements, ainsi qu'aux exécutions extrajudiciaires, en dépit d'une amnistie déclarée. » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 84.

⁸¹ À partir de juillet 2024 : « Le service des droits humains de la MANUA a reçu des rapports sur des violations commises contre des individus après leur retour forcé en Afghanistan, soulignant le risque permanent de torture, de mauvais traitements et d'autres préjudices irréparables auxquels ces personnes sont confrontées après leur retour. » MANUA, *Update on the Human Rights Situation in Afghanistan: April-June 2024*, 24 juillet 2024, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/english_-_unama_hrs_-_update_hr_situation_afghanistan_april-june_2024.pdf, p. 5. « Dans certains cas, d'anciens fonctionnaires étant rentrés au pays à l'invitation des talibans ont été tués par la suite. » Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 11. Voir également, Afghanistan International, *Former Official Who Returned to Afghanistan at Taliban's Invitation Forced to Flee Again*, 16 mai 2024, www.afintl.com/en/202405167769.

⁸² « Le rapporteur spécial a reçu des informations faisant état d'anciens fonctionnaires vivant dans la clandestinité depuis des années. Un ancien militaire qui vit caché dans le centre de l'Afghanistan a déclaré au rapporteur spécial : « Cela fait des mois que je me déplace d'un endroit à l'autre. Les talibans sont tout de même passés chez mes parents la semaine dernière pour leur demander où j'étais ». Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 84. Voir également, National Public Radio (NPR), *Three Years after the U.S. Withdrawal, Former Afghan Forces Are Hunted by the Taliban*, 25 septembre 2024, www.npr.org/2024/09/25/nx-s1-5099028/former-afghan-army-and-police-hunted-by-the-taliban; Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), *'I'm Very Worried': Former Afghan Soldiers Fear Forced Return to Taliban-Ruled Homeland*, 13 novembre 2023, www.ecoi.net/en/document/2105253.html.

⁸³ Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 22 février 2024, A/HRC/55/80, <https://docs.un.org/fr/a/hrc/55/80>, paragraphe 85. Voir également Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 76; MANUA, *A Barrier to Securing Peace: Human*

25. Les femmes qui travaillaient comme policières ou agents pénitentiaires sous le précédent gouvernement ont rapporté avoir subi du harcèlement et des menaces de la part des autorités de facto, et certaines ont été tuées.⁸⁴ Les personnes qui travaillaient avec des forces étrangères ou qui y étaient affiliées, notamment en tant qu'interprètes, agents de sécurité et anciens membres du personnel d'ambassades, ont également été prises pour cible.⁸⁵ Lorsque des personnes associées à l'ancien gouvernement, aux forces de sécurité ou à leurs alliés ont été tuées par des acteurs inconnus, les informations recueillies indiquent que les autorités de facto n'auraient pas enquêté sur les crimes, arrêté les auteurs ni engagé de poursuites.⁸⁶
26. Compte tenu des informations présentées ci-dessus, de nombreuses personnes de cette catégorie, notamment d'anciens responsables gouvernementaux, d'anciens membres des FNADS, d'anciens procureurs ou juges, et des personnes qui étaient affiliées à des forces étrangères, sont susceptibles d'avoir besoin d'une protection internationale. D'autres personnes de cette catégorie peuvent avoir besoin d'une protection internationale en fonction des circonstances particulières de leur dossier.
Journalistes et autres professionnels des médias
27. En août 2024, Reporters sans frontières (RSF) a déclaré que « au cours des trois dernières années, la répression des journalistes afghans n'a cessé de s'intensifier », les autorités de facto ayant ciblé « massivement les professionnels de l'information, multipliant les interpellations et les détentions provisoires. »⁸⁷ Entre le 15 août 2021 et le 30 septembre 2024, la MANUA a recueilli des informations sur 256 cas de détention arbitraire de journalistes, 130 cas de torture ou de mauvais traitements et

Rights Violations Against Former Government Officials and Former Armed Force Members in Afghanistan, 22 août 2023, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/a_barrier_to_securing_peace_aug_2023_english_0.pdf, p. 5. Des avocats, d'anciens procureurs et d'anciens juges auraient été menacés à la fois par les autorités de facto et par des acteurs non étatiques, notamment des criminels déjà condamnés. The Law Society of England and Wales, *The Situation of Women in the Justice System in Afghanistan*, 10 février 2024, <https://prdsitecore93.azureedge.net/-/media/files/campaigns/international-rule-of-law/the-situation-of-women-in-the-justice-system-in-afghanistan.pdf>, p. 2-6.

⁸⁴ « Les anciennes policières ont décrit leur crainte d'être persécutées et les difficultés liées aux déplacements après le retour au pouvoir des talibans. Nombre d'entre elles ont été contraintes de fuir leur domicile, laissant derrière elles leurs biens et dissimulant leur identité pour échapper aux talibans. » Human Rights Watch (HRW), *Double Betrayal: Abuses against Afghan Policewomen, Past and Present*, octobre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2116659/afghanistan1024web.pdf, p. 17-22. Les avocates, qui ne peuvent pas pratiquer le droit, ont fait état de « menaces de mort de la part d'anciens clients et de parties adverses », de « harcèlement systématique », « d'appels téléphoniques menaçants de la part des services de renseignement talibans » et souffrent de « graves problèmes de santé mentale [résultant de ce traitement] ». The Law Society of England and Wales, *The Situation of Women in the Justice System in Afghanistan*, 10 février 2024, <https://prdsitecore93.azureedge.net/-/media/files/campaigns/international-rule-of-law/the-situation-of-women-in-the-justice-system-in-afghanistan.pdf>, p. 5.

⁸⁵ NPR, *Afghans Who Helped the U.S. Are in Dangerous Limbo after Trump's Order on Refugees*, 27 janvier 2025, www.npr.org/2025/01/27/nx-s1-5273521/trump-executive-order-refugee-afghanistan-veterans; Canadian Broadcasting Corporation (CBC), *Afghan Interpreter Hunted by Taliban Safe after Campaign by Retired Brigadier-general in Newfoundland*, 27 mars 2024, www.cbc.ca/news/canada/newfoundland-labrador/afghan-interpreter-safe-1.7154428; The Times, *Hundreds of British Army's Interpreters still Stranded in Afghanistan*, 28 août 2023, www.thetimes.com/uk/politics/article/afghanistan-hiding-british-interpreters-kabul-taliban-2023-3ntmm85gg; CBC, *Hunted by the Taliban, Afghans Who Worked with Embassy Sue Ottawa over Immigration Delays*, 20 avril 2023, www.cbc.ca/news/politics/taliban-afghanistan-canada-embassy-immigration-1.6816925; BBC, *Afghanistan: UK Embassy Staff Allege Taliban Beatings and Torture*, 16 juin 2022, www.bbc.com/news/uk-61813259; The Guardian, *Australia Grants Visas for More than 100 Former Embassy Staff in Afghanistan, a Day after Rejecting Them*, 22 août 2021, www.theguardian.com/australia-news/2021/aug/22/a-disgrace-australian-government-rejects-visas-for-more-than-100-former-embassy-staff-in-afghanistan. Voir également, Association of War-time Allies, *rapport trimestriel*, avril 2023, www.wartimeallies.co/_files/ugd/5887eb_fe671af8c617489b8ae94262c8671152.pdf, p. 11.

⁸⁶ « Ce que nous avons constaté dans l'écrasante majorité des cas, c'est que les autorités de facto ne se soucient pas de mener une quelconque enquête [...] Le refus d'enquêter, le déni flagrant et la (re)mise en circulation des combattants semblent être un modus operandi récurrent du régime de facto, ce qui montre que ses tentatives de rejeter la responsabilité sur des individus qui seraient essentiellement motivés par des considérations personnelles, sont fallacieuses ». Human Rights Research League, *Those We Left Behind Revenge Killings and Other Serious Human Rights Violations in Afghanistan in the Aftermath of the Taliban's Seizure of Power*, décembre 2023, [www.hrrleague.org/gallery/HRRL-AFG%20Report%20\(Those%20We%20Left%20Behind\)%20\(FINAL\).pdf](http://www.hrrleague.org/gallery/HRRL-AFG%20Report%20(Those%20We%20Left%20Behind)%20(FINAL).pdf), p. 20. « Les faits montrent que les talibans n'ont lancé aucune procédure judiciaire pour ces affaires ni pour identifier ni pour punir les auteurs de ces actes. Au lieu de cela, ils ont menacé les familles des victimes en les pressant de s'abstenir de faire des déclarations ou de partager des informations avec les médias et les organisations de défense des droits humains. » Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 12. La MANUA a noté en 2023 que si les autorités de facto avaient annoncé le lancement de certaines enquêtes sur des meurtres, aucune information n'existait sur d'autres efforts. MANUA, *A Barrier to Securing Peace: Human Rights Violations Against Former Government Officials and Former Armed Force Members in Afghanistan*, 22 août 2023, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/a_barrier_to_securing_peace_aug_2023_english_0.pdf, p. 11.

⁸⁷ « Au cours des trois dernières années, 141 journalistes ont été ciblés selon les informations recueillies par RSF : 94 d'entre eux ont été interpellés, dont quatre à deux reprises, 47 ont été emprisonnés. La Direction générale du renseignement (General Directorate of Intelligence, GDI), sous le contrôle du ministre de l'Intérieur Sirajuddin Haqqani, et dirigée par Abdul Haq Wasiq [...] est tout particulièrement en cause dans cette traque des journalistes. » RSF, *Afghanistan : arrestation, détention, torture... plus de 140 journalistes ciblés au cours des trois années de régime taliban*, 14 août 2024, <https://rsf.org/fr/afghanistan-arrestation-d%C3%A9tention-torture-plus-de-140-journalistes-cibl%C3%A9s-au-cours-des-trois-> « [...] les journalistes et les professionnels des médias exerçant leur métier sont victimes d'intimidations, d'arrestations et de détentions arbitraires, de mauvais traitements, de poursuites judiciaires et d'emprisonnement. » MANUA, *Media Freedom in Afghanistan*, novembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118212/unama_report_on_media_freedom_in_afghanistan.pdf, p. 3. Voir également Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 28.

75 cas de harcèlement.⁸⁸ D'après les témoignages recueillis, les arrestations arbitraires, la détention dans de mauvaises conditions, les agressions physiques, le harcèlement aux points de contrôle et les interrogatoires seraient utilisés contre les journalistes et les professionnels des médias pour les obliger à respecter les règles et « instiller la peur. »⁸⁹ Les journalistes et les professionnels des médias s'autocensurent par crainte des conséquences en cas de violation des restrictions imposées par les autorités de facto, ces restrictions étant vagues, larges et souvent ambiguës ou implicites.⁹⁰

28. Les autorités de facto ont strictement réglementé les contenus diffusés par les médias et leur portée, certains sujets ou contenus étant explicitement ou implicitement interdits, par exemple tout ce que les autorités de facto considèrent comme contraire à la culture afghane, aux intérêts nationaux ou à leur interprétation de l'islam.⁹¹ Les autorités de facto ont utilisé des édits et des décrets, appliqués de manière incohérente, ainsi que les dispositions de la loi sur la PVPV pour restreindre et censurer les médias en Afghanistan.⁹² Les autorités de facto ont notamment interdit les activités suivantes : photographies ou enregistrements vidéos de responsables locaux ; intervention par téléphone de femmes et de filles dans les programmes des médias ; publication d'images d'êtres vivants ; diffusion en direct de programmes politiques ; contestation ou critique des lois, politiques ou de la gouvernance des autorités de facto ; coopération avec des organisations de médias opérant en dehors de l'Afghanistan ; et travail des femmes dans les médias publics.⁹³ Le 13 février 2025, les talibans ont informé les médias que toute émission à caractère politique ou économique devait être diffusée par l'intermédiaire de leurs porte-parole.⁹⁴

⁸⁸ « Entre le 15 août 2021 et le 30 septembre 2024, le département des droits humains de la MANUA a recueilli des informations sur 336 cas de violations des droits humains concernant des journalistes et professionnels des médias : 256 cas d'arrestation et de détention arbitraires (249 hommes, 7 femmes), 130 cas de torture et de mauvais traitements (122 hommes, 8 femmes) et 75 cas de menaces ou d'intimidation (66 hommes, 9 femmes). » MANUA, *Media Freedom in Afghanistan*, novembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118212/unama_report_on_media_freedom_in_afghanistan.pdf, p. 3. « Le dispositif de suivi de la liberté de la presse en Afghanistan (Press Freedom Tracker) mis en place par le Centre des journalistes afghans (AFJC) a recueilli des informations sur 181 cas de violations de la liberté de la presse et d'atteintes aux droits des journalistes en 2024, dont 131 cas de menaces et 50 arrestations. Au moins 5 journalistes ont été condamnés à des peines de prison allant de deux à cinq ans. » Afghanistan Journalists Center (AFJC), *Annual Report on Media Freedom in Afghanistan*, 26 décembre 2024, <https://afjc.media/english/index.php/files/89/New-category/2/Annual-report-2024.pdf>, p. 5.

⁸⁹ JHR, *Freedom of Afghan Media*, août 2024, <https://jhr.ca/wp-content/uploads/2024/08/REPORT-Media-Freedom-in-Afghanistan-Under-the-Taliban-Control-Final.pdf>, p. 27-29.

⁹⁰ « Le manque de transparence dans les procédures déterminant les violations et le recours à l'intimidation, aux arrestations arbitraires et à la détention des personnes critiquant les autorités de facto créent une culture d'autocensure et ont un impact négatif sur la liberté d'expression.[...] Selon de nombreux journalistes et professionnels des médias, l'ambiguïté et l'incertitude des procédures déterminant les violations ont conduit à une autocensure généralisée par crainte de violer ces règles non écrites. » Des journalistes ne cessent d'être arrêtés pour avoir traité de sujets qui ne seraient normalement pas considérés comme des « lignes rouges » à ne pas franchir ». MANUA, *Media Freedom in Afghanistan*, novembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118212/unama_report_on_media_freedom_in_afghanistan.pdf, p. 3, 13. « [...] les journalistes n'ayant pas respecté ces règles ont fait l'objet de menaces, d'emprisonnement ou leurs médias ont subi des mesures punitives, notamment des interdictions temporaires ou permanentes. » AFJC, *Annual Report on Media Freedom in Afghanistan*, 26 décembre 2024, <https://afjc.media/english/index.php/files/89/New-category/2/Annual-report-2024.pdf>, p. 25. Voir également, JHR, *Freedom of Afghan Media*, août 2024, <https://jhr.ca/wp-content/uploads/2024/08/REPORT-Media-Freedom-in-Afghanistan-Under-the-Taliban-Control-Final.pdf>, p. 4, 6, 10, 12, 17-19 ; Hasht-e-Subh Daily, *Suppression of Freedom of Expression and Journalists' Self-Censorship: Only Taliban's Preferred Information is Covered*, 20 octobre 2024, <https://8am.media/eng/suppression-of-freedom-of-expression-and-journalists-self-censorship-only-talibans-preferred-information-is-covered/>.

⁹¹ AFJC, *2024 Annual Report on Media Freedom in Afghanistan*, 26 décembre 2024, <https://afjc.media/english/index.php/files/89/New-category/2/Annual-report-2024.pdf>, p. 15-24 ; JHR, *Freedom of Afghan Media*, août 2024, <https://jhr.ca/wp-content/uploads/2024/08/REPORT-Media-Freedom-in-Afghanistan-Under-the-Taliban-Control-Final.pdf>, p. 12 ; AFJC, *The Taliban's Directives on Freedom of Media and Access to Information*, 4 décembre 2023, <https://afjc.media/english/index.php/killed/the-taliban-s-13-directives-on-freedom-of-media-and-access-to-information>. « L'établissement de ces « lignes rouges » pour les reportages a été un élément crucial de l'approche des autorités de facto à l'égard des médias.[...] [Cela] concerne tout contenu jugé contraire à la loi islamique, à la culture afghane et aux intérêts nationaux, tel que défini exclusivement par les autorités de facto. » MANUA, *Media Freedom in Afghanistan*, novembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118212/unama_report_on_media_freedom_in_afghanistan.pdf, p. 13.

⁹² « [...] une aile dure au sein des autorités de facto a imposé de nouvelles restrictions aux médias et aux journalistes par le biais de nouvelles règles sur les médias. Le contrôle exercé par cette frange radicale est de plus en plus important et s'appuie sur la Direction générale du renseignement (GDI) et le ministère de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice. Ils ont utilisé la loi récemment adoptée sur la promotion de la vertu et la prévention du vice pour étendre les pouvoirs de la police des mœurs, ce qui leur permet d'intervenir auprès des médias, de proférer des menaces et de placer en détention des professionnels des médias. » Selon certaines informations, en décembre 2024, le ministère de facto de l'Information et de la Culture envisageait d'instituer la précédente loi sur les médias et la loi sur l'accès à l'information, moyennant quelques ajustements mineurs. AFJC, *2024 Annual Report on Media Freedom in Afghanistan*, 26 décembre 2024, <https://afjc.media/english/index.php/files/89/New-category/2/Annual-report-2024.pdf>, p. 5, voir également p. 8, 15-24. Selon la MANUA, les restrictions appliquées par les autorités de facto « visent à limiter l'éventail des sujets autorisés dans le débat public et à pénaliser les médias qui critiquent les autorités de facto (ou étant perçus comme critiques, comme dans le cas d'une interdiction générale des médias supposément affiliés à un parti politique). » MANUA, *Media Freedom in Afghanistan*, novembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118212/unama_report_on_media_freedom_in_afghanistan.pdf, p. 13.

⁹³ AFJC, *2024 Annual Report on Media Freedom in Afghanistan*, 26 décembre 2024, <https://afjc.media/english/index.php/files/89/New-category/2/Annual-report-2024.pdf>, p. 18-24.

⁹⁴ Comité pour la protection des journalistes (CPJ), *Taliban Ban Domestic Political and Economic Broadcasts in Afghanistan*, 14 février 2025, <https://cpj.org/2025/02/taliban-ban-domestic-political-and-economic-broadcasts-in-afghanistan/>.

29. D'une façon générale, les femmes journalistes rencontrent de nombreux obstacles pour trouver un emploi, sont victimes de harcèlement pendant l'exercice de leur métier et ont été systématiquement exclues du paysage médiatique, ce qui affecte à la fois le travail des femmes et la couverture des sujets liés aux femmes et aux filles en Afghanistan.⁹⁵
30. Compte tenu des informations présentées ci-dessus, les journalistes et les professionnels des médias qui traitent de sujets sensibles pour les autorités de facto, qui critiquent les autorités de facto ou qui enfreignent les restrictions imposées par les autorités de facto, sont susceptibles d'avoir besoin d'une protection internationale. D'autres journalistes et professionnels des médias peuvent avoir besoin d'une protection internationale en fonction des circonstances particulières de leur dossier.

Personnes (perçues comme) s'opposant ou critiquant les autorités de facto

31. Les autorités de facto ont pris pour cible des personnes qu'elles considèrent comme étant opposées ou critiquant leur régime, leurs édits, décrets ou lois, notamment les universitaires, les érudits religieux, les écrivains, les artistes, les activistes politiques, les avocats, les défenseurs des droits humains et des droits des femmes, des travailleurs d'ONG, des chefs religieux ou tribaux influents, des personnes accusées de collaborer avec des groupes anti-talibans ou des membres de la société civile.⁹⁶ Les défenseurs des droits des femmes, les femmes leaders et membres de la société civile, ainsi que les ONG s'occupant des droits des femmes, ont été victimes d'intimidation et de harcèlement de la part des autorités de facto.⁹⁷
32. D'une manière générale, les autorités de facto ont restreint la liberté d'expression et puni les personnes critiquant les autorités de facto ou leur gouvernance.⁹⁸ Au cours des six premiers mois de 2024, les autorités de facto ont arrêté et détenu « au moins 20 activistes de la société civile et défenseurs des droits humains, dont 9 femmes. »⁹⁹ Bien qu'au début, des femmes et des hommes aient protesté contre les politiques des autorités de facto, notamment celles qui touchaient les femmes, ces manifestants ont souvent été arrêtés, détenus, torturés ou pris pour cible, ce qui a entraîné une fermeture presque totale de l'espace civique.¹⁰⁰ D'après les informations, les autorités de facto surveilleraient l'activité sur les réseaux sociaux et fouilleraient

⁹⁵ MANUA, *Media Freedom in Afghanistan*, novembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118212/unama_report_on_media_freedom_in_afghanistan.pdf, p. 18-19. Voir également, AFJC, *2024 Annual Report on Media Freedom in Afghanistan*, 26 décembre 2024, <https://afjc.media/english/index.php/files/89/New-category/2/Annual-report-2024.pdf>, pp. 22-24 ; JHR, *Freedom of Afghan Media*, août 2024, <https://jhr.ca/wp-content/uploads/2024/08/REPORT-Media-Freedom-in-Afghanistan-Under-the-Taliban-Control-Final.pdf>, p. 21-22.

⁹⁶ « Les victimes des [131 attaques documentées] comprenaient des partisans de l'ancien gouvernement, des chefs tribaux, des érudits religieux et des dirigeants locaux influents. » Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 13. Voir également, Nikkei Asia, *Rescuing Artists from the Taliban*, 21 avril 2024, <https://asia.nikkei.com/Life-Arts/Arts/Rescuing-artists-from-the-Taliban> ; CIVICUS, *Afghanistan: Taliban Continues Its Persecution of Women's Rights Activists, Journalists and Artists*, 7 février 2024, <https://monitor.civicus.org/explore/afghanistan-taliban-continues-its-persecution-of-womens-rights-activists-journalists-and-artists/> ; HRW, *Taliban Expand Civil Society Crackdown*, 29 mars 2023, www.hrw.org/news/2023/03/29/taliban-expand-civil-society-crackdown.

⁹⁷ « Depuis août 2021, les OSC dirigées par des femmes, ou dont le travail est centré sur les femmes, et leurs dirigeantes ont fait l'objet d'une campagne ciblée de la part des autorités de facto, ce qui a entraîné une réduction significative de leurs opérations et des capacités du personnel, obligeant nombre d'entre elles à cesser leurs activités, et d'autres à se battre avec acharnement pour rester opérationnelles. Ce phénomène a été particulièrement grave pour les organisations travaillant dans le domaine des médias, des droits humains, en particulier des droits des femmes, et de la consolidation de la paix, alors que celles fournissant une aide humanitaire sont relativement moins surveillées. » ONU-Femmes, *Afghanistan: Gender Country Profile 2024*, www.unwomen.org/sites/default/files/2024-06/Gender-country-profile-Afghanistan-en.pdf, p. 22.

⁹⁸ « Depuis qu'ils ont pris le pouvoir, les talibans ont gravement restreint la liberté d'expression, plaçant en détention des manifestants pacifiques et des personnes militant en faveur de l'éducation, s'attaquant aux médias indépendants et interdisant des livres considérés comme contraires à leur idéologie, y compris des livres sur la religion, les droits des minorités et la politique. » Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 68. En 2023, les autorités de facto ont interdit les partis politiques. Voice of America (VOA), *Taliban Ban Afghan Political Parties, Citing Sharia Violations*, 16 août 2023, www.voanews.com/a/taliban-ban-afghan-political-parties-citing-sharia-violations/7228136.html.

⁹⁹ « Ces personnes ont été accusées de faire de la propagande anti-talibans et de critiquer les politiques répressives menées contre les femmes afghanes. » Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 17. Voir également Rawadari, *Afghanistan Human Rights Situation Report 2023*, mars 2024, <https://rawadari.org/reports/afghanistan-human-rights-situation-report-2023/>, p. 17.

¹⁰⁰ ACCORD, *Afghanistan: Report on the Impact of the Taliban's Information Practices and Legal Policies, Particularly on Women and Girls*, février 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2122510/ACCORD_Afghanistan_February_2025-FINAL.pdf, pp. 47-48 ; Centre for Information Resilience, *The Erasure of Women*, 15 août 2024, https://1428cf7b-1a53-46a9-bbdc-15c96c60e192.usfries.com/ugd/510644_028976255681477b856df43e408a7cde.pdf, p. 1, 12-15. Pour éviter les représailles, certaines femmes ont manifesté en privé, mais : « les services de renseignement ont parfois traqué des femmes étant apparues sur des photos ou des vidéos de manifestations en privé, et les ont harcelées et arrêtées, ce qui signifie que même cette forme de résistance pacifique est exposée à des risques de représailles. » CIVICUS, *Afghanistan: Taliban Continues Its Persecution of Women's Rights Activists, Journalists and Artists*, 7 février 2024, <https://monitor.civicus.org/explore/afghanistan-taliban-continues-its-persecution-of-womens-rights-activists-journalists-and-artists/>.

« régulièrement » les téléphones portables des individus à la recherche de commentaires critiques.¹⁰¹

¹⁰¹

« Les Afghans ne peuvent pas participer librement à des discussions privées sans risquer d'être surveillés en ligne et hors ligne.[...] Les talibans fouillent régulièrement les téléphones portables à la recherche de commentaires critiquant le régime publiés sur les réseaux sociaux. »Freedom House, *Freedom in the World 2024:Afghanistan*, 2024, www.ecoi.net/en/document/2115504.html. Voir également, Chatham House, *The Internet Under Attack: Insights from Afghanistan and Ukraine on Maintaining a Resilient Internet in Conflict and Crisis*, août 2024, www.chathamhouse.org/sites/default/files/2024-08/2024-08-23-internet-under-attack-shires-wilkinson.pdf, p. 23. La Direction générale de facto du renseignement « surveille les activités des individus, en particulier des militants de la société civile, des journalistes, des médias, des défenseurs des droits humains, des établissements d'enseignement, des avocats et des centres de santé dans tout le pays. »Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 6.

En 2024, d'après les informations recueillies, les autorités de facto ont augmenté le nombre d'arrestations et de détentions de personnes perçues comme étant associées à des groupes d'opposition armés ; en 2023, elles avaient tué au moins 21 personnes sur la base d'allégations similaires.¹⁰²

33. Compte tenu des informations présentées ci-dessus, les personnes (perçues) comme critiquant ou s'opposant aux autorités de facto sont susceptibles d'avoir besoin d'une protection internationale.

Membres de groupes religieux minoritaires et membres de groupes ethniques minoritaires

34. Les minorités religieuses en Afghanistan, notamment les musulmans non sunnites, les ahmadis, les chrétiens, les hindous et les sikhs, ainsi que les agnostiques et les athées,¹⁰³ sont de plus en plus marginalisées. Les tribunaux, le gouvernement et le système éducatif suivent tous une interprétation spécifique de l'islam et les autorités de facto imposent de strictes limitations aux autres pratiques religieuses.¹⁰⁴ D'après les informations recueillies, de nombreuses personnes appartenant à des minorités religieuses vivaient dans la clandestinité ou la peur.¹⁰⁵ Des personnes ont été battues et harcelées pour des pratiques religieuses non conformes, principalement des musulmans appartenant à d'autres branches de l'islam, comme les salafistes, les chiites, les ismaéliens et les soufis.¹⁰⁶

¹⁰² D'après les informations recueillies, au cours des six premiers mois de l'année 2024, les autorités de facto auraient tué 4 personnes et « détenu et emprisonné au moins 252 personnes en les accusant de collaborer et d'avoir des liens avec des groupes d'opposition armés. Ce chiffre a presque quintuplé, avec 199 cas de plus qu'à la même période en 2023. » Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 17-18. Voir également, Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 4 février 2025, A/HRC/57/22, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/57/22>, paragraphe 18 ; Rawadari, *Afghanistan Human Rights Situation Report 2023*, mars 2024, <https://rawadari.org/reports/afghanistan-human-rights-situation-report-2023/>, p. 13-14, 18. D'anciens responsables gouvernementaux et membres des FNADS ont soi-disant été arrêtés sur cette base. Voir MANUA, *A Barrier to Securing Peace: Human Rights Violations Against Former Government Officials and Former Armed Force Members in Afghanistan*, 22 août 2023, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/a_barrier_to_securing_peace_aug_2023_english_0.pdf, p. 9.

¹⁰³ « Les talibans suivent une interprétation ultra-conservatrice de l'islam sunnite. Pourtant, environ 10 à 15 % de la population afghane est chiite, et il existe un nombre important de soufis, un petit nombre d'ahmadis, et quelques hindous et sikhs. Officiellement, les talibans n'ont pas déclaré que les pratiques chiites ou soufies étaient interdites. Mais ils ne considèrent pas les ahmadis comme des musulmans et ont persécuté certains de leurs dirigeants par le passé. La plupart des non-musulmans d'Afghanistan vivent également sous la menace de persécutions, en particulier les bahaïs, les bouddhistes, les zoroastriens et les chrétiens, qui pratiquent leur foi en secret ou sont entrés dans la clandestinité. Un nombre indéterminé d'Afghans se considèrent comme agnostiques ou athées ou ne pratiquent ni l'islam ni aucune autre religion. Les autorités talibanes considèrent que toute personne ayant quitté l'islam a commis une apostasie, un crime qui, selon elles, doit être puni de la peine de mort. » HRW, *Religious Freedom in Afghanistan: Three Years After the Taliban Takeover*, 19 mars 2025, www.hrw.org/news/2025/03/20/religious-freedom-afghanistan-three-years-after-taliban-takeover.¹⁰⁴ Département d'État des États-Unis, *2023 Report on International Religious Freedom: Afghanistan*, 26 juin 2024, www.ecoi.net/en/document/211571.html ; Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, A/HRC/52/84, 9 février 2023, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/52/84>, paragraphe 41. « En plus d'imposer des pratiques religieuses aux musulmans, la loi [PVPV] impose des restrictions à l'accomplissement de rites et aux pratiques liés à des religions autres que l'islam, par exemple en interdisant le port de crucifix et d'autres symboles « non islamiques » et en interdisant les célébrations qui n'ont pas de fondement dans l'islam. » Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 64. « Les minorités de l'EIA, telles que les sikhs, les hindous et les musulmans chiites, se sentent de moins en moins en sécurité ». Institut Bertelsmann, *BTI 2024 Country Report Afghanistan*, 19 mars 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2105789/country_report_2024_AFG.pdf, p. 7.

¹⁰⁴ Département d'État des États-Unis, *2023 Report on International Religious Freedom: Afghanistan*, 26 juin 2024, www.ecoi.net/en/document/211571.html ; Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, A/HRC/52/84, 9 février 2023, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/52/84>, paragraphe 41. « En plus d'imposer des pratiques religieuses aux musulmans, la loi [PVPV] impose des restrictions à l'accomplissement de rites et aux pratiques liés à des religions autres que l'islam, par exemple en interdisant le port de crucifix et d'autres symboles « non islamiques » et en interdisant les célébrations qui n'ont pas de fondement dans l'islam. » Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 64. « Les minorités de l'EIA, telles que les sikhs, les hindous et les musulmans chiites, se sentent de moins en moins en sécurité ». Institut Bertelsmann, *BTI 2024 Country Report Afghanistan*, 19 mars 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2105789/country_report_2024_AFG.pdf, p. 7.

¹⁰⁵ « Les médias ont indiqué que les chrétiens, les musulmans ahmadis, les bahaïs, les hindous et les sikhs ne cessaient de se retirer des activités publiques, la plupart d'entre eux se cachant ou choisissant de quitter le pays. Les sikhs, les hindous, les chrétiens et d'autres minorités religieuses non musulmanes ont fait état d'un harcèlement continu de la part des musulmans. Selon des sources internationales, les bahaïs et les chrétiens continuent de vivre dans la crainte constante d'être exposés ». Département d'État des États-Unis, *2023 Report on International Religious Freedom: Afghanistan*, 26 juin 2024, www.ecoi.net/en/document/211571.html. Voir également, Département d'État des États-Unis, *2023 Report on International Religious Freedom: Afghanistan*, 26 juin 2024, www.ecoi.net/en/document/211571.html.

¹⁰⁶ MANUA, *De Facto Authorities' Moral Oversight in Afghanistan: Impacts on Human Rights*, juillet 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2112252/moral_oversight_report_english_final.pdf, p. 12-13. Voir également, Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 35-36. Des Hazaras chiites ont rapporté s'être fait confisquer des livres religieux au poste frontière avec l'Iran. Hasht-e-Subh Daily, *Escalation of Attacks on Hazaras and Taliban Lawmaking: Increasing Restrictions on Shia Followers*, 16 septembre 2024, <https://8am.media/eng/escalation-of-attacks-on-hazaras-and-taliban-lawmaking-increasing-restrictions-on-shia-followers/>. « Des Panjchiris et des salafistes [ont été] pris pour cible par les talibans qui les soupçonnaient à tort de soutenir des groupes armés en conflit avec le régime en raison de leur origine géographique ou leur appartenance religieuse. » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 52. « Entre le 17 janvier et le 3 février, dans la province de Badakhshan, au moins 50 hommes membres de la communauté ismaélienne ont été contraints de se convertir à la foi sunnite par les autorités locales de facto, notamment par des inspecteurs du département de facto en charge de la promotion de la vertu et la prévention du vice. Les hommes ont été enlevés de leurs maisons la nuit pour être interrogés sur des sujets religieux. Ceux qui ont refusé de se convertir ont été victimes d'agressions physiques, de coercition et de menaces de mort. En outre, les autorités de facto ont créé plusieurs madrassas religieuses dans des zones de la

Les chiites auraient fait l'objet de restrictions, de violences physiques, de harcèlement, d'arrestations et de détentions arbitraires pour avoir affiché publiquement des symboles religieux et célébré une fête annuelle.¹⁰⁷ Dans la province du Badakhshan, les autorités de facto auraient forcé groupes anti-talibans à se convertir à l'islam sunnite.¹⁰⁸

35. Les minorités ethniques, qui comprennent les Hazaras, les Tadjiks, les Turkmènes, les Baloutches et les Ouzbeks, restent sous-représentées à tous les niveaux du gouvernement, et affirment qu'elles sont discriminées par les autorités de facto, lesquelles limitent leur accès ou distribuent de façon inéquitable l'aide et les services publics.¹⁰⁹ D'après les informations recueillies, les autorités de facto se seraient rangées du côté des groupes pachtounes dans des conflits fonciers, notamment en expulsant par la force des habitants issus de minorités ethniques, dont les Hazaras, et auraient ciblé des quartiers de Kaboul où vivent des minorités afin de les démolir.¹¹⁰ Selon les experts interrogés par l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (AEUA), les Hazaras sont victimes de discrimination et de mauvais traitements de la part d'autres groupes ethniques et souvent de la part de fonctionnaires locaux de facto.¹¹¹
36. Les musulmans chiites faisant partie de l'ethnie hazara ont été la cible d'attaques « généralisées et systématiques » de la part de l'EI-K, avec des attaques répétées contre des mosquées et dans le quartier hazara de Dasht-e-Barchi à Kaboul qui ont fait des centaines de victimes.¹¹² Le groupe a également pris pour cible des soufis et des lieux de culte soufis.¹¹³ Des attentats ont également été perpétrés contre des hindous, des sikhs et des chrétiens.¹¹⁴
37. Les minorités ethniques et religieuses en Afghanistan sont confrontées à de graves violations de leurs droits humains par les autorités de facto et par des acteurs non étatiques, ainsi qu'à une discrimination historique et à un environnement social et politique de plus en plus hostile. Ainsi, les personnes appartenant à certaines minorités religieuses et ethniques, en particulier les non-musulmans (dont les chrétiens, les bahaïs, les sikhs et les hindous), les chiites et les minorités musulmanes ciblées pour leurs pratiques non sunnites (dont les ahmadis et les ismaéliens), sont susceptibles d'avoir besoin d'une protection internationale. D'autres personnes de cette catégorie peuvent avoir besoin d'une protection internationale en fonction des circonstances particulières de leur dossier.

province étant peuplées par des Ismaéliens, et ont exigé que les enfants ismaéliens s'y inscrivent et reçoivent une éducation religieuse basée sur la foi sunnite. » MANUA, *Update on the Human Rights Situation in Afghanistan: January - March 2025*, 1^{er} mai 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2127630/unama_update_on_human_rights_in_afghanistan_january-march_2025.pdf, p. 6.

¹⁰⁷ Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 35-36 ; Centre for Information Resilience, *Restrictions on Shias During Muharram*, 31 juillet 2024, www.info-res.org/afghan-witness/reports/restrictions-on-shias-during-muharram/.

¹⁰⁸ MANUA, *Update on the Human Rights Situation in Afghanistan: January - March 2025*, 1^{er} mai 2025, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_update_on_human_rights_in_afghanistan_january-march_2025.pdf, p. 6 ; Rawadari, *Afghanistan Human Rights Situation Report 2024*, mars 2025, <https://rawadari.org/reports/afghanistan-human-rights-situation-report-2024/>, p. 45-46.

¹⁰⁹ Rawadari, *The Afghanistan Mid-Year Human Rights Situation Report*, août 2024, <https://rawadari.org/reports/the-afghanistan-mid-year-human-rights-situation-report-january-june-30-2024/>, p. 33-36. D'après les informations recueillies, les communautés nomades, telles que les Jogi et les Chori Frosh, continueraient également d'être marginalisées. Institut Bertelsmann, *BTI 2024 Country Report Afghanistan*, 19 mars 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2105789/country_report_2024_AFG.pdf, p. 7. Voir également, Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 22 février 2024, A/HRC/55/80, <https://docs.un.org/fr/a/hrc/55/80>, paragraphe 50.

¹¹⁰ Office fédéral allemand pour l'Immigration et les Réfugiés (BAMF), *Briefing Notes: July to December 2024*, 31 décembre 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2120351/AFG_July-December2024_en.pdf, p. 2 ; The Guardian, *Revealed: The Truth Behind the Taliban's Brutal Kabul 'Regeneration' Programme*, 18 novembre 2024, www.theguardian.com/global-development/2024/nov/18/revealed-the-truth-behind-the-talibans-brutal-kabul-regeneration-programme ; ACAPS, *Afghanistan: Understanding the Key Human Safety and Security Issues that Returnees to Afghanistan Are Facing*, 16 août 2024, www.acaps.org/fileadmin/Data_Product/Main_media/20240815_ACAPS_AFGHANISTAN_-_Key_human_safety_and_security_issues_01.pdf, pp. 6-7 ; Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, A/HRC/52/84, 9 février 2023, <https://docs.un.org/fr/a/hrc/52/84>, paragraphes 45-49 ; Afghanistan Analysts Network (AAN), *Conflict Management or Retribution? How the Taliban Deal with Land Disputes Between Kuchis and Local Communities*, 22 décembre 2022, www.afghanistan-analysts.org/en/reports/political-landscape/conflict-management-or-retribution-hoe-the-taliban-deal-with-land-disputes-between-kuchis-and-local-communities/.

¹¹¹ Certes, les autorités de facto ont nommé certains Hazaras à des postes de direction dans tout le pays, mais les dirigeants locaux et les autres groupes ethniques traitent parfois les Hazaras différemment, notamment en raison d'une animosité historique et culturelle. Voir AUEA, *Country Focus: Afghanistan*, www.ecoi.net/en/file/local/2117560/2024_11_EUAA_COI_Report_Afghanistan_Country_Focus.pdf, p. 122-124. Les communautés hazaras ont déclaré que les autorités de facto les prennent pour cible pour les expulser de force, mais aussi pour les tuer et les torturer. Voir Département d'État des États-Unis, *2023 Report on International Religious Freedom: Afghanistan*, 26 juin 2024, www.ecoi.net/en/document/211571.html.

¹¹² Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 22 février 2024, A/HRC/55/80, <https://docs.un.org/fr/a/hrc/55/80>, paragraphe 58. Voir également, HRW, *Attacks Target Afghanistan's Hazaras*, 3 mai 2024, www.hrw.org/news/2024/05/03/attacks-target-afghanistans-hazaras ; The Diplomat, *The Plight of Hazaras Under the Taliban Government*, 24 janvier 2024, <https://thediplomat.com/2024/01/the-plight-of-hazaras-under-the-taliban-government/>.

¹¹³ Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/a/hrc/58/80>, paragraphe 49 ; Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 21 février 2025, S/2025/109, <https://docs.un.org/en/A/79/797>, paragraphes 20, 32.

¹¹⁴ Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/a/hrc/58/80>, paragraphe 49.

Afghans et Afghanes (perçus comme) ayant une orientation sexuelle, une identité de genre et/ou une expression de genre diverse (OSIEG)

38. La loi sur la PVPV érige en infractions pénales les pratiques sexuelles entre personnes de même sexe et les rend passibles de châtiments corporels, en étendant également la définition au fait de « fournir les possibilités et les moyens » d'avoir de telles relations.¹¹⁵ L'adoption de la loi a entraîné une augmentation immédiate des sanctions à l'encontre des personnes accusées de comportement homosexuel.¹¹⁶ Des personnes ayant une orientation sexuelle, une identité de genre et/ou une expression de genre différentes (OSIEG) ont été arrêtées arbitrairement et détenues dans de mauvaises conditions, et ont subi des tortures, des mauvais traitements et des violences sexuelles et physiques.¹¹⁷ En raison d'une stigmatisation sociale omniprésente, les personnes ayant une OSIEG différente sont victimes de discrimination et de violence de la part de leurs familles et de leurs communautés locales, et n'ont accès ni à la protection, ni à la justice, ni aux services essentiels.¹¹⁸
39. Étant donné que les personnes (perçues comme) ayant une OSIEG différente sont confrontées à la criminalisation, au harcèlement, à la torture et à la détention, tant par les autorités de facto que par des acteurs non étatiques, les personnes de cette catégorie peuvent avoir besoin d'une protection internationale.

Survivants de la traite d'êtres humains et personnes risquant d'en faire l'objet

40. Les hommes, les femmes et les enfants afghans, en particulier ceux qui sont dans une situation socio-économique vulnérable, sont victimes de la traite d'êtres humains à des fins de travail forcé, d'exploitation sexuelle et d'autres formes d'abus¹¹⁹ et, dans le cas des filles, à des mariages forcés.¹²⁰ D'après les informations recueillies, la crise économique et humanitaire actuelle augmenterait le risque de voir des familles pauvres réduites en esclavage pour dette.¹²¹ En outre, la pratique du *bacha bazi*, par laquelle des hommes puissants exploitent de jeunes garçons pour leur servir de divertissement social et sexuel, existe toujours en Afghanistan même si elle a été proscrite par les talibans dans la loi sur la PVPV.¹²² Les talibans ont emprisonné et maltraité des survivants de *bacha bazi* et d'autres formes

¹¹⁵ Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 59.

¹¹⁶ Ibid, paragraphe 60 ; Assemblée générale des Nations Unies, *Accès à la justice et protection des femmes et des filles et incidences des formes multiples et croisées de discrimination*, 16 juin 2025, A/HRC/59/25, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/59/25>, paragraphe 58. « [L]e 12 décembre 2024, la Cour suprême a annoncé que trois hommes de Konduz avaient été condamnés à 39 coups de fouet et à une peine de quatre à sept années d'emprisonnement pour « sodomie ». » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 67. Voir également, VOA, *Taliban Publicly Flog Afghan Woman, 3 Men Amid UN Outcry*, 29 octobre 2024, www.voanews.com/a/taliban-publicly-flog-afghan-woman-3-men-amid-un-outcry/7843308.html ; Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, A/79/330, 30 août 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2118768/n2425329.pdf, paragraphe 53.

¹¹⁷ Conseil de sécurité des Nations Unies, *La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales*, 21 février 2025, S/2025/109, <https://docs.un.org/en/A/79/797>, paragraphe 37 ; Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 68. Voir également, HRW, « *Even If You Go to the Skies, We'll Find You* », 26 janvier 2022, www.hrw.org/report/2022/01/26/even-if-you-go-skies-well-find-you-lgbt-people-afghanistan-after-taliban-takeover.

¹¹⁸ Assemblée générale des Nations Unies, *Étude sur la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice »*, 25 février 2025, A/HRC/58/74, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/74>, paragraphe 60 ; Département d'État des États-Unis, *2023 Country Report on Human Rights Practices: Afghanistan*, 23 avril 2024, www.ecoi.net/en/document/2107599.html. « Les violences étant à la fois commises et tolérées par les talibans, les personnes LGBTQIA+ n'ont pas accès à la justice en Afghanistan. » Assemblée générale des Nations Unies, *Le phénomène du système institutionnalisé de discrimination, de ségrégation, de non-respect de la dignité humaine et d'exclusion visant les femmes et les filles*, 13 mai 2024, A/HRC/56/25, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/56/25>, paragraphe 55.

¹¹⁹ RFE/RL, *Taliban's Ban on Organ Transplants Deprives Afghans of Lifesaving Treatment*, 20 décembre 2024, www.ecoi.net/en/document/2120479.html ; BBC, *Afghanistan : 'I Drug my Hungry Children to Help Them Sleep'*, 24 novembre 2022, www.bbc.com/news/world-asia-63733683 ; Al Jazeera, *Desperate Afghans Sell Kidneys amid Poverty, Starvation*, 28 février 2022, www.aljazeera.com/news/2022/2/28/desperate-afghans-resort-to-selling-kidneys-to-feed-families ; The Straits Times, *'One-Kidney Village': Desperate Afghans Resort to Selling their Organs to Feed Families*, 28 février 2022, www.straitstimes.com/asia/south-asia/one-kidney-village-desperate-afghans-resort-to-selling-their-organs-to-feed-families ; New York Times, *In Afghanistan, a Booming Kidney Trade Preys on the Poor*, 6 février 2021, www.nytimes.com/2021/02/06/world/asia/selling-buying-kidneys-afghanistan.html.

¹²⁰ Département d'État des États-Unis, *2024 Trafficking in Persons Report: Afghanistan*, 24 juin 2024, www.ecoi.net/en/document/2111579.html.

¹²¹ Ibid.

¹²² Ibid. « Comme il l'a souligné dans ses rapports précédents, le Rapporteur spécial reste profondément préoccupé par la récurrence des violences sexuelles commises contre les enfants. Parmi ces violences, on peut citer la pratique appelée « bacha bazi », une forme grave de maltraitance et d'exploitation des enfants qui date d'avant le régime des talibans. Le Rapporteur spécial note que le bacha bazi est interdit par la [loi sur la PVPV]. Toutefois, il y a toujours un manque inquiétant de mécanismes de protection de l'enfance. » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, A/79/330, 30 août 2024, <https://docs.un.org/fr/A/79/330>, paragraphe 31. « Il est connu que le bacha bazi est difficile à surveiller, car il est pratiqué discrètement (en particulier depuis sa criminalisation), principalement par des hommes afghans de haut rang ayant de bonnes relations. » ONU-Femmes, *Afghanistan: Gender Country Profile 2024*, 7 juin 2024, www.unwomen.org/sites/default/files/2024-06/Afghanistan%20Gender%20Profile%202024.pdf, p. 30. Voir également, Département du travail des États-Unis, *2023 Findings on the Worst Forms of Child Labor: Afghanistan*, 5 septembre 2024, www.ecoi.net/en/document/2116109.html.

de trafic, en les traitant comme des criminels.¹²³ D'après les déclarations, les mariages forcés et les mariages d'enfants seraient en augmentation, y compris de très jeunes filles, pour des raisons économiques mais aussi pour éviter d'être forcées de se marier avec un membre des talibans.¹²⁴ Les restrictions à l'éducation des filles exacerberaient les mariages d'enfants et les mariages forcés, la traite des êtres humains et d'autres formes d'abus.¹²⁵ Les talibans et d'autres groupes armés recrutent et utilisent des enfants dans les conflits armés.¹²⁶ Le travail des enfants est très répandu et de nombreux enfants sont contraints de travailler dans des secteurs tels que « la fabrication de tapis, des briqueteries, la servitude domestique, le trafic sexuel (y compris le *bacha bazi*), le travail domestique, l'élevage de bétail, l'agriculture, les ateliers, la construction, l'exploitation minière, la mendicité, le travail peu qualifié, la culture et la récolte du pavot, l'exploitation de mines de sel, la petite délinquance, le trafic de drogue, le trafic d'armes, la conduite de camions, ainsi que dans les secteurs du transport et de l'hôtellerie. »¹²⁷

41. Les survivants de la traite d'êtres humains, ainsi que les femmes et les enfants se trouvant dans une situation socio-économique particulière ou étant spécifiquement vulnérables à la traite d'êtres humains peuvent avoir besoin d'une protection internationale en fonction des circonstances particulières de leur dossier.

Disponibilité de la protection

42. À la lumière des informations disponibles sur les violations généralisées des droits humains commises par les autorités de facto, et en l'absence d'un système judiciaire ou d'un système de tribunaux indépendant,¹²⁸ le HCR ne considère pas que les autorités de facto se montrent en faveur ou capables de fournir une protection aux Afghans et Afghanes risquant d'être persécutés, ce qui inclut les persécutions sociales perpétrées par des membres de la famille ou d'autres personnes de la communauté.

Possibilités de fuite ou de réinstallation interne

43. Compte tenu de la volatilité de la situation dans l'ensemble de l'Afghanistan et de la gravité de la situation économique et humanitaire dans le pays, le HCR estime qu'il n'est pas approprié de refuser la protection internationale aux ressortissants et anciens résidents habituels de l'Afghanistan sur la base d'une possibilité de fuite ou de réinstallation interne.

¹²³ Département du travail des États-Unis, 2023 *Findings on the Worst Forms of Child Labor: Afghanistan*, 5 septembre 2024, www.ecoi.net/en/document/2116109.html. « Les talibans gèrent des centres de détention dans lesquels ils forcent les détenus, y compris des enfants et adultes victimes de la traite sexuelle accusés de « crimes moraux », à effectuer du travail pénitentiaire illégal ou dans des conditions relevant du travail forcé. » Département d'État des États-Unis, 2024 *Trafficking in Persons Report: Afghanistan*, 24 juin 2024, www.ecoi.net/en/document/2111579.html.

¹²⁴ « La prévalence parmi les filles des mariages précoces, des mariages forcés et des mariages d'enfants est alarmante et en nette augmentation. La crainte d'un mariage forcé avec un membre des talibans pousse les familles de tout le pays à marier leurs jeunes filles pour se protéger. En outre, les difficultés économiques incitent les familles à utiliser le mariage comme une stratégie permettant d'alléger la charge financière. » Groupe mondial de la protection, *Afghanistan: Protection Analysis Update*, janvier 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2121426/afghanistan_pau_dec_2024_final_0.pdf, p. 10. Voir également, Département du travail des États-Unis, 2023 *Findings on the Worst Forms of Child Labor: Afghanistan*, 5 septembre 2024, www.ecoi.net/en/document/2116109.html.

¹²⁵ RFE/RL, *Millions of Afghan Girls Barred From School for Fourth Consecutive Year*, 27 mars 2025, www.ecoi.net/en/document/2123845.html ; Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 1 ; Groupe mondial de la protection, *Afghanistan: Protection Analysis Update*, janvier 2025, www.ecoi.net/en/file/local/2121426/afghanistan_pau_dec_2024_final_0.pdf, p. 7-8, 10-11. En février 2024, ONU-Femmes a prédit, à l'aide de projections statistiques, que si les restrictions à l'éducation restaient en place, le taux de mariage des enfants augmenterait de 25 %. ONU-Femmes, *Projections for Afghan women and girls: « We Hope We Will Not Be Left Alone to Fight for our Rights »*, février 2024, https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/2024-05/af-cx-unwomenxdoha-brief_feb2024.pdf, p. 1.

¹²⁶ Assemblée générale des Nations Unies, Les enfants et les conflits armés ; Rapport du Secrétaire général, 17 juin 2025, A/79/878, <https://docs.un.org/fr/A/79/878>, paragraphe 14 ; Département d'État des États-Unis, 2024 *Trafficking in Persons Report: Afghanistan*, 24 juin 2024, www.ecoi.net/en/document/2111579.html.

¹²⁷ Ibid.

¹²⁸ « Les érudits religieux, juristes en droit islamique et personnes ayant des liens personnels avec les talibans ont remplacé les juges, ce qui a abouti à un système judiciaire influencé par des considérations politiques et ne pouvant donc être considéré comme indépendant. » Institut Bertelsmann, *BTI 2024 Country Report Afghanistan*, 19 mars 2024, www.ecoi.net/en/file/local/2105789/country_report_2024_AFG.pdf, p. 11-12. « De nombreux Afghans ont fait savoir au Rapporteur spécial qu'ils n'avaient plus confiance dans le système judiciaire depuis que les Taliban avaient systématiquement remplacé les juges et les procureurs, hommes et femmes, par des hommes qui n'ont souvent aucune formation juridique. » Assemblée générale des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en Afghanistan*, 20 février 2025, A/HRC/58/80, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/80>, paragraphe 90. Voir également, The Law Society of England and Wales, *The Situation of Women in the Justice System in Afghanistan*, 10 février 2024, <https://prdsitecore93.azureedge.net/-/media/files/campaigns/international-rule-of-law/the-situation-of-women-in-the-justice-system-in-afghanistan.pdf>, p. 3-4.

Considérations relatives à l'exclusion

44. Parmi les ressortissants afghans demandeurs d'asile peuvent figurer des personnes ayant été associées à des actes qui les font entrer dans le champ d'application des clauses d'exclusion prévues à l'article 1F de la convention de 1951.¹²⁹ Dans ce cas, il sera nécessaire d'examiner attentivement toute question liée à la responsabilité individuelle pour des crimes pouvant donner lieu à une exclusion de la protection internationale relative aux réfugiés. En outre, pour préserver le caractère civil de l'asile, les États doivent évaluer soigneusement la situation des arrivants afin d'identifier les personnes impliquées dans des activités militaires et de les séparer de la population civile réfugiée.¹³⁰

L'évolution des circonstances comme motif de nouvelle demande ou de demande ultérieure

45. Le HCR demande aux États d'asile de veiller à ce que les demandeurs d'asile afghans ayant déposé leur demande avant le 15 août 2021, mais qui n'ont pas encore reçu de décision, puissent fournir des informations supplémentaires à l'appui de leur demande, compte tenu des nouvelles circonstances en Afghanistan et des risques nouveaux ou accrus auxquels ils peuvent être confrontés de ce fait. De même, le HCR demande aux États d'asile de veiller à ce que les Afghans qui se trouvaient déjà hors d'Afghanistan avant le 15 août 2021 et n'avaient pas besoin de demander l'asile avant cette date, puissent déposer une demande d'asile fondée sur les nouveaux risques auxquels ils pourraient être confrontés en Afghanistan en raison de l'évolution de la situation dans le pays.
46. Le HCR demande également aux États d'asile de veiller à ce que les Afghans dont la demande de protection internationale a été rejetée avant le 15 août 2021, puissent déposer une nouvelle demande ou une demande ultérieure, au motif que la situation actuelle en Afghanistan équivaut à un changement de circonstances pouvant donner lieu à un besoin de protection internationale en tant que réfugié ou un autre statut.
47. Conformément à la primauté de la Convention de 1951 relative aux réfugiés,¹³¹ Le HCR appelle les États d'asile à permettre aux Afghans qui, avant le 15 août 2021, avaient bénéficié de formes complémentaires de protection internationale, notamment la protection subsidiaire en vertu du droit de l'UE, lesquelles ne sont pas équivalentes à une protection en tant que réfugiés en termes de statut juridique et d'accès aux droits, de déposer une nouvelle demande d'asile à la lumière de l'évolution de la situation en Afghanistan.

Protection temporaire

48. Dans les pays dépourvus de systèmes d'asile fonctionnels, le HCR continue d'appeler les États à veiller à ce que tous les Afghans soient protégés contre le refoulement, conformément à leurs obligations en vertu du droit international et régional. Le HCR encourage les États à fournir une base légale de séjour aux Afghans, par exemple des formes de protection temporaire ou d'autres modalités de séjour, avec des garanties appropriées, jusqu'à ce qu'il puisse être déterminé, sur la base d'une évaluation objective, que la situation des droits humains et de la sécurité en Afghanistan s'est durablement améliorée et que, en l'absence de besoins de protection internationale, le retour volontaire est raisonnable et peut s'effectuer dans la sécurité et la dignité.¹³² En attendant, les personnes originaires d'Afghanistan bénéficiant d'une protection temporaire ou d'autres modalités de séjour doivent avoir accès aux services essentiels et aux droits fondamentaux sur un pied d'égalité et sans discrimination, notamment l'enregistrement à l'état civil, l'accès aux soins de santé, l'accès à l'éducation, l'unité familiale, la liberté de circulation, l'accès au logement et le droit au travail.¹³³

¹²⁹ HCR, *Principes directeurs sur la protection internationale n°5 : Application des clauses d'exclusion : Article 1F de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés*, 4 septembre 2003, CR/GIP/03/05, www.refworld.org/policy/legalguidance/unhcr/2003/en/14733.

¹³⁰ Voir HCR, *Guidance Note on Maintaining the Civilian and Humanitarian Character of Asylum*, décembre 2018, www.refworld.org/policy/legalguidance/unhcr/2018/en/122651.

¹³¹ HCR, *Fourniture d'une protection internationale y compris par le biais de formes complémentaires de protection*, 2 juin 2005, EC/55/SC/CRP.16, <https://www.refworld.org/reference/annualreport/unhcr/2005/fr/70336>, paragraphes 6, 26.

¹³² HCR, *Principes directeurs sur les dispositifs de protection ou de séjour temporaire*, février 2014, www.refworld.org/policy/legalguidance/unhcr/2014/en/74916.

¹³³ Ibid ; Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire (ExCom), *Conclusion sur l'enregistrement des faits d'état civil n° 111 (LXIV)-2013*, 17 octobre 2013, www.refworld.org/policy/exconc/excom/2013/en/18494.

Regroupement familial

49. Le HCR continue de demander aux États de faciliter et d'accélérer les procédures de réunification familiale pour les Afghans dont les familles sont restées en Afghanistan ou qui ont été déplacées dans la région. Le principe de l'unité familiale est protégé par le droit international, y compris par des instruments juridiques régionaux contraignants.¹³⁴ Le regroupement familial est souvent le seul moyen de garantir le respect du droit à la vie familiale et à l'unité familiale des réfugiés. Compte tenu de la situation actuelle en Afghanistan, le HCR craint que de nombreux réfugiés afghans ne soient confrontés à des obstacles administratifs considérables dans la jouissance de ce droit légal. De nombreuses ambassades et consulats restent fermés en Afghanistan, le HCR exhorte également les pays à prendre en compte les contraintes auxquelles les réfugiés peuvent être confrontés pour se conformer aux exigences administratives et de documentation imposées pour ces admissions. Le HCR suggère également l'adoption d'une approche plus pragmatique et plus souple, notamment par le recours à des méthodes de traitement innovantes et à des entretiens à distance. Le HCR encourage également les pays à appliquer des principes humains et éthiques dans l'identification des membres des familles admissibles dans le cadre de ces programmes, en tenant compte des diverses compositions et structures familiales.¹³⁵

Retour en Afghanistan

50. Le HCR reconnaît le droit fondamental des individus à retourner dans leur pays d'origine. Toute aide fournie aux réfugiés par le HCR pour qu'ils retournent en Afghanistan vise à soutenir les personnes qui, pleinement informées de la situation dans leur région d'origine ou dans une autre région de leur choix, choisissent volontairement de retourner en Afghanistan. Toute assistance du HCR visant à soutenir le rapatriement volontaire vers l'Afghanistan, notamment les efforts visant à une réintégration durable des rapatriés et des déplacés internes en Afghanistan, ne doit pas être interprétée comme une évaluation par le HCR de la sécurité et d'autres aspects liés à la situation en Afghanistan pour les personnes ayant demandé une protection internationale dans un pays d'asile en tant que réfugiés. Le rapatriement volontaire et le retour forcé sont des processus fondamentalement différents, qui impliquent des responsabilités différentes de la part des différents acteurs concernés.
51. Les réfugiés et les personnes n'ayant pas encore eu la possibilité de voir déterminé leur statut de réfugié, ne doivent pas être renvoyés de force, conformément aux obligations de non-refoulement des États.¹³⁶ La situation en Afghanistan reste volatile et risque de demeurer incertaine pendant un certain temps encore, ce qui pose d'importants problèmes pour garantir un retour en toute sécurité et dans la dignité des personnes dont il a été établi qu'elles n'avaient pas besoin d'une protection internationale. Dans ce contexte, le HCR appelle les États à faire preuve de prudence lorsqu'ils envisagent de renvoyer de force en Afghanistan des personnes dont il a été établi qu'elles n'avaient pas besoin d'une protection internationale, et à tenir compte de la crise humanitaire durable et de grande ampleur qui sévit dans le pays et du risque d'aggraver la situation fragile de l'Afghanistan en cas de retours massifs.¹³⁷
52. Conformément à l'engagement pris par les États membres des Nations Unies dans le cadre du Forum mondial sur les réfugiés de partager équitablement la responsabilité de la protection internationale des

¹³⁴ HCR, *The Right to Family Life and Family Unity of Refugees and Others in Need of International Protection and the Family Definition Applied*, janvier 2018, 2^e édition, www.refworld.org/reference/research/unhcr/2018/en/120412 (voir en particulier chapitre 2) ; HCR, *Summary Conclusions on the Right to Family Life and Family Unity in the Context of Family Reunification of Refugees and Other Persons in Need of International Protection*, table-ronde d'experts, 4 décembre 2017, www.refworld.org/reference/confdoc/unhcr/2017/en/120836 (voir en particulier paragraphe 3 et les références mentionnées aux instruments juridiques régionaux). Voir également, UNHCR *Guidelines on International Legal Standards Relating to Family Reunification for Refugees and other Beneficiaries of International Protection*, décembre 2024, www.refworld.org/policy/legalguidance/unhcr/2024/en/149243.

¹³⁵ HCR, *Le HCR appelle les États à accélérer les procédures de réunification familiale pour les réfugiés afghans*, 15 octobre 2021, <https://www.unhcr.org/fr/actualites/briefing-notes/le-hcr-appelle-les-etats-accelerer-les-procedures-de-reunification>.

¹³⁶ Assemblée générale des Nations Unies, *Convention relative au statut des réfugiés*, 28 juillet 1951, Recueil des traités des Nations unies, vol. 189, p. 137, www.refworld.org/legal/agreements/unga/1951/en/39821 ; et Assemblée générale des Nations Unies, *Protocole relatif au statut des réfugiés*, 31 janvier 1967, Recueil des Traités des Nations Unies, vol. 606, p. 267, www.refworld.org/legal/agreements/unga/1967/en/41400.

¹³⁷ HCR, *Les besoins humanitaires augmentent alors que 1,4 million de personnes rentrent en Afghanistan*, 4 juillet 2025, <https://www.unhcr.org/fr/actualites/points-de-presse/les-besoins-humanitaires-augmentent- alors-que-1-4-million-de-personnes> ; HCR, *Le HCR note une forte augmentation du nombre d'Afghans qui retournent dans leur pays dans des conditions difficiles depuis l'Iran*, 28 juin 2025, <https://www.unhcr.org/fr/actualites/communiqués-de-presse/le-hcr-note-une-forte-augmentation-du-nombre-dafghans-qui>.

réfugiés, le HCR considère qu'il ne serait pas approprié que les pays d'asile envoient les demandeurs d'asile et les réfugiés afghans en Iran ou au Pakistan, car ces pays accueillent généreusement depuis des décennies la grande majorité du nombre total de réfugiés afghans dans le monde.¹³⁸

53. Le HCR continuera à suivre la situation en Afghanistan afin d'évaluer les besoins de protection internationale des Afghans.

Septembre 2025

HCR

¹³⁸

Au 30 juin 2025, 3 477 100 réfugiés afghans, demandeurs d'asile et Afghans dans une situation similaire à celle de réfugié étaient enregistrés en Iran, et 1 758 600 au Pakistan. Entre le 1^{er} janvier et le 11 septembre 2025, 2 680 241 personnes sont rentrées ou ont été contraintes de rentrer en Afghanistan, dont plus de 2 millions en provenance d'Iran. HCR, *Data Portal: Afghanistan Situation*, <https://data.unhcr.org/fr/situations/afghanistan> (consulté le 15 septembre 2025). Le HCR continue de plaider auprès des pays de la région pour que les retours en Afghanistan se fassent sur une base volontaire, dans des conditions sûres et dignes. HCR, *Les besoins humanitaires augmentent alors que 1,4 million de personnes rentrent en Afghanistan*, 4 juillet 2025, <https://www.unhcr.org/fr/actualites/points-de-presse/les-besoins-humanitaires-augmentent-alors-que-1-4-million-de-personnes> ; HCR, *Le HCR note une forte augmentation du nombre d'Afghans qui retournent dans leur pays dans des conditions difficiles depuis l'Iran*, 28 juin 2025, <https://www.unhcr.org/fr/actualites/communiqués-de-presse/le-hcr-note-une-forte-augmentation-du-nombre-dafghans-qui> ; HCR, *Le HCR sollicite le soutien de la communauté internationale pour faire face au retour contraint des réfugiés afghans*, 29 avril 2025, <https://www.unhcr.org/fr/actualites/points-de-presse/le-hcr-sollicite-le-soutien-de-la-communaute-internationale-pour-faire>.